



Organe subsidiaire de mise en œuvre

**Rapport technique annuel d'activité du Comité de Paris
sur le renforcement des capacités**

Résumé

Le présent rapport rend compte des travaux effectués par le Comité de Paris sur le renforcement des capacités entre septembre 2019 et août 2020. Il contient des informations sur des questions d'organisation et de procédure, notamment sur la réunion tenue pendant la période considérée. Les progrès accomplis par le Comité dans l'exécution de son plan de travail glissant pour 2017-2020 y sont mis en évidence, qu'il s'agisse de favoriser la cohérence et la coordination des activités de renforcement des capacités relevant ou non de la Convention et de l'Accord de Paris, de fournir un soutien technique et des conseils sur le renforcement des capacités dans le domaine climatique ou de mener des activités de sensibilisation, de diffusion et de partage des connaissances et de l'information.



Table des matières

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| Abréviations et sigles | 3 |
| I. Introduction | 4 |
| A. Mandat | 4 |
| B. Objet du rapport | 4 |
| II. Activités du Comité de Paris sur le renforcement des capacités pendant la période considérée ... | 4 |
| A. Quatrième réunion du Comité de Paris sur le renforcement des capacités | 4 |
| B. Élaboration du plan de travail pour 2021-2024 | 6 |
| C. Exécution du plan de travail glissant pour 2017-2020 | 6 |
| Annexes | |
| I. Plan de travail du Comité de Paris sur le renforcement des capacités pour 2021-2024 | 16 |
| II. Concept note on establishing an informal coordination group for capacity-building under the Convention and the Paris Agreement | 33 |

Abréviations et sigles

| | |
|--|---|
| AAC | Action pour l'autonomisation climatique |
| CDN | contribution déterminée au niveau national |
| CMA | Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris |
| Comité de Paris | Comité de Paris sur le renforcement des capacités |
| Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie | Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie relatif aux pertes et préjudices liés aux incidences des changements climatiques |
| COP | Conférence des Parties |
| COVID-19 | maladie à coronavirus 2019 |
| CRTC | Centre-Réseau des technologies climatiques |
| FVC | Fonds vert pour le climat |
| GCI ¹ | groupe de coordination informel pour le renforcement des capacités au titre de la Convention et de l'Accord de Paris |
| ONG | organisation non gouvernementale |
| PNA | plan national d'adaptation |
| SBI | Organe subsidiaire de mise en œuvre |

¹ Sigle uniquement utilisé dans le tableau de l'annexe I (ICG en anglais dans la figure de l'annexe II).

I. Introduction

A. Mandat

1. À sa vingt et unième session, la Conférence des Parties (COP) a créé le Comité de Paris sur le renforcement des capacités (le Comité de Paris) pour remédier aux lacunes et répondre aux besoins, actuels et nouveaux, liés à l'exécution d'activités de renforcement des capacités dans les pays en développement parties et pour intensifier encore les efforts de renforcement des capacités, notamment la cohérence et la coordination des activités menées dans ce domaine au titre de la Convention².
2. Aux termes de son mandat, le Comité de Paris établit des rapports techniques annuels d'activité qu'il soumet à la COP par l'intermédiaire de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) et communique ces rapports aux sessions du SBI qui coïncident avec les sessions de la COP³.
3. À sa deuxième session, la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties à l'Accord de Paris (CMA) a décidé que le Comité de Paris concourrait également à l'Accord de Paris et a confirmé qu'il rendrait compte à la fois à la COP et à la CMA dans le cadre de son rapport technique annuel d'activité⁴.

B. Objet du rapport

4. Le présent rapport contient des informations sur les travaux effectués par le Comité de Paris entre le 14 septembre 2019 et le 31 août 2020, y compris des informations sur le déroulement de sa quatrième réunion, tenue virtuellement en juin 2020, et l'exécution de son plan de travail glissant pour 2017-2020, pour examen par le SBI.
5. On trouvera à l'annexe I le plan de travail élaboré par le Comité de Paris pour 2021-2024 et à l'annexe II une note de réflexion établie par le Comité en vue de la création d'un groupe de coordination informel pour le renforcement des capacités au titre de la Convention et de l'Accord de Paris.
6. En raison du report de la vingt-sixième session de la COP, de la troisième session de la CMA et de la cinquante-troisième session du SBI de 2020 à 2021, les Parties examineront ensemble les rapports techniques annuels de 2020 et 2021 du Comité de Paris lors des sessions prévues à Glasgow en 2021. C'est pourquoi le Comité de Paris a décidé d'inclure toutes ses recommandations à la COP et à la CMA dans le rapport de 2021.

II. Activités du Comité de Paris sur le renforcement des capacités pendant la période considérée

A. Quatrième réunion du Comité de Paris sur le renforcement des capacités

1. Élection des Coprésidents

7. Marzena Chodor (Pologne) a été réélue à la coprésidence du Comité de Paris pour un mandat d'un an, à compter de sa quatrième réunion. Yongxiang Zhang (Chine) a été élu Coprésident pour un an, en remplacement de Rita Mishaan, dont le mandat avait pris fin en décembre 2019⁵.

² Décision 1/CP.21, par. 71.

³ Décision 2/CP.22, annexe, par. 17.

⁴ Décision 3/CMA.2, par. 3 et 8.

⁵ Avant l'élection, les coprésidentes et le secrétariat ont rappelé au Comité de Paris que les Parties avaient reconnu l'importance d'une représentation et d'une participation égales des femmes et des hommes aux discussions et aux activités relatives au climat dans le cadre de la Convention et de

8. Le Comité a remercié M^{me} Chodor et M^{me} Mishaan pour le rôle moteur qu'elles avaient joué au cours des douze mois écoulés, lui permettant ainsi de s'acquitter efficacement de sa mission.

9. On trouvera sur le site Web de la Convention la liste des membres du Comité de Paris, ainsi que la durée de leurs mandats respectifs⁶.

2. Délibérations

10. La quatrième réunion du Comité de Paris, la seule convoquée pendant la période considérée, s'est tenue virtuellement du 22 au 25 juin 2020. Elle était ouverte aux Parties et aux observateurs accrédités qui s'étaient inscrits à l'avance. Les parties prenantes non inscrites ont également pu suivre la réunion par transmission vidéo en direct.

11. Le Comité de Paris a invité les observateurs des Parties et les organisations ayant le statut d'observateur à faire part de leurs vues sur les questions à l'examen lors de la réunion. Des représentants des autres organes constitués en vertu de la Convention, des entités fonctionnelles du Mécanisme financier et du processus lié à l'Action pour l'autonomisation climatique (AAC) ont également participé à la réunion et ont dialogué dans le cadre d'une table ronde virtuelle interactive avec le Comité sur les moyens d'accroître la cohérence et la coordination des activités de renforcement des capacités au titre de la Convention et de l'Accord de Paris.

12. Au cours de la réunion, une large place a été accordée à l'élaboration du plan de travail du Comité de Paris pour 2021-2024 (voir les paragraphes 17 à 19 ci-dessous).

13. Le Comité a également examiné l'idée de mettre en place un dispositif de coordination informel axé sur les moyens de mieux coordonner le renforcement des capacités dans le cadre de la Convention et de l'Accord de Paris (voir les paragraphes 29 à 31 ci-dessous) et la phase pilote du Réseau du Comité de Paris lancée en avril 2020 (voir le paragraphe 54 ci-dessous).

14. Le Comité de Paris a étudié une note de réflexion⁷ sur l'élaboration d'une boîte à outils destinée à guider les pays en développement dans l'évaluation de leurs lacunes et de leurs besoins en matière de renforcement des capacités pour l'application de l'Accord de Paris et a décidé de poursuivre les travaux sur la boîte à outils pendant l'intersession, en vue d'en définir la portée, l'approche et la forme. Il est également convenu de continuer à étoffer la note de réflexion de manière participative, sous la direction de son groupe de travail⁴⁸ et en collaborant par exemple avec les membres du Réseau du Comité de Paris et d'autres organes constitués, en vue d'arrêter d'ici à la fin de 2020 la version finale de cette note et un projet de plan d'activités pour mettre au point la boîte à outils.

15. En outre, le Comité de Paris a examiné diverses options pour son domaine d'intervention annuel de 2021 et a estimé que celui-ci consisterait à renforcer les capacités pour faciliter la mise en œuvre cohérente des contributions déterminées au niveau national (CDN) dans le cadre des plans de développement nationaux.

16. Les enregistrements vidéo de la réunion sont disponibles sur la page Web des réunions du Comité de Paris⁹, de même que le rapport de la réunion, tous les autres documents de séance et les textes des exposés.

l'Accord de Paris, en notant que la COP avait adopté un objectif d'équilibre entre les sexes dans les organes créés en vertu de la Convention et du Protocole de Kyoto (décision 23/CP.18) et avait souligné combien il importait de faire en sorte que les femmes participent pleinement, réellement, durablement et sur un pied d'égalité au processus de la Convention (décision 3/CP.25, annexe, par. 5). Le Comité de Paris a donc été encouragé à chercher à parvenir à une représentation équilibrée des hommes et des femmes lors de la désignation des coprésidents.

⁶ Voir <https://unfccc.int/process-and-meetings/bodies/election-and-membership#eq-4>.

⁷ Document du Comité de Paris paru sous la cote PCCB/2020/4.

⁸ Des informations sur les quatre groupes de travail du Comité de Paris sont disponibles à l'adresse <https://unfccc.int/pccb/pccb-working-groups>.

⁹ <https://unfccc.int/pccb/pccb-meetings-and-documents#eq-5>.

B. Élaboration du plan de travail pour 2021-2024

17. À sa vingt-cinquième session, la COP a demandé au Comité de Paris d'élaborer un plan de travail pour la période de prorogation de son mandat sur la base des domaines et activités prioritaires figurant dans l'annexe de la décision 9/CP.25, pour examen à sa vingt-sixième session¹⁰.

18. Un avant-projet de plan de travail, établi par le secrétariat pendant l'intersession sous la direction du Comité de Paris et en concertation avec lui, a été examiné à la quatrième réunion. Le Comité de Paris est convenu de parachever le plan de travail pendant l'intersession, en tenant compte de tous les avis reçus à la réunion et des autres remarques des observateurs interrogés après celle-ci.

19. Le texte définitif du projet de plan de travail, qui figure à l'annexe I, doit être examiné par les Parties à la vingt-sixième session de la COP, conformément au paragraphe 15 de la décision 9/CP.25. Cela étant, ladite session ayant été reportée à cause des circonstances exceptionnelles dues à la pandémie de COVID-19, les premiers travaux prévus devraient en principe démarrer en 2021. À la vingt-sixième session de la COP, les Parties examineront le plan de travail et donneront de nouvelles directives, selon qu'il convient.

C. Exécution du plan de travail glissant pour 2017-2020

20. À sa première réunion, en 2017, le Comité de Paris a adopté son plan de travail glissant pour la période 2017-2019¹¹. La COP, à sa vingt-troisième session, a pris note de ce plan de travail¹² et a encouragé le Comité à recenser les organismes et autres parties prenantes dotés des compétences, des outils et des ressources voulus, y compris les organes constitués au titre de la Convention, et à collaborer avec eux en exécutant son plan de travail¹³.

21. À sa vingt-cinquième session, la COP a demandé au Comité de Paris de prolonger son plan de travail glissant pour 2017-2019 jusqu'à la fin de 2020¹⁴. Le présent rapport marque donc la conclusion du premier plan de travail du Comité de Paris.

22. On trouvera dans le tableau ci-dessous la liste des activités menées et des produits fournis par le Comité au cours de la période considérée, ainsi que l'indication des paragraphes du présent rapport qui contiennent des informations complémentaires à ce sujet.

Activités menées et produits fournis par le Comité de Paris sur le renforcement des capacités entre septembre 2019 et août 2020

| <i>Activités/produits</i> | <i>Paragraphes du présent rapport</i> |
|---|---------------------------------------|
| Cohérence et coordination des activités de renforcement des capacités | |
| Coopération avec d'autres organes constitués et d'autres processus établis en vertu de la Convention et de l'Accord de Paris | 24–31 |
| Activités de collaboration avec certains organes constitués | 26 |
| Contributions aux réunions et manifestations de la vingt-cinquième session de la COP et aux activités liées à l'Élan de juin pour le climat | 27 et 28 |
| Mise en place d'un groupe de coordination informel pour le renforcement des capacités au titre de la Convention et de l'Accord de Paris | 29–31 |

¹⁰ Décision 9/CP.25, par. 15.

¹¹ FCCC/SBI/2017/11, annexe IV.

¹² Décision 16/CP.23, par. 5.

¹³ Décision 16/CP.23, par. 7.

¹⁴ Décision 9/CP.25, par. 14.

| <i>Activités/produits</i> | <i>Paragraphe du présent rapport</i> |
|---|--------------------------------------|
| Coopération avec des acteurs extérieurs à la Convention et à l'Accord de Paris | 32–35 |
| Soutien technique et conseils sur le renforcement des capacités dans le domaine climatique | |
| Soutien technique à la deuxième édition du Pôle de renforcement des capacités | 37–39 |
| Soutien technique au neuvième Forum de Durban sur le renforcement des capacités | 40 et 41 |
| Organisation de la journée virtuelle de renforcement des capacités « Des connaissances à l'action » pour la région Afrique | 42 |
| Questions intersectorielles | 43–49 |
| Activités de sensibilisation, de diffusion et de partage des connaissances et de l'information | |
| Exécution du plan stratégique du Comité de Paris pour la collaboration avec les parties prenantes, la communication et la mobilisation des ressources | 50 |
| Diffusion de connaissances et d'informations | 51 |
| Organisation de la deuxième édition du Pôle de renforcement des capacités | 52 et 53 |
| Lancement et mise en œuvre de la phase pilote du Réseau du Comité de Paris | 54–58 |
| Publication d'un bulletin d'information avec le secrétariat du Conseil du Fonds pour l'adaptation et le Centre-Réseau des technologies climatiques (CRTC) | 59 |

1. Cohérence et coordination des activités de renforcement des capacités

23. Le renforcement des capacités dans le domaine climatique doit faire l'objet d'une démarche plus systématique et cohérente pour que les initiatives prises en la matière soient à la fois ciblées, homogènes et continues, et produisent des effets durables. Le Comité de Paris a pour mission d'aider les Parties et d'autres acteurs à assurer la cohérence et la coordination des activités de renforcement des capacités.

a) Cohérence et coordination des activités de renforcement des capacités au titre de la Convention et de l'Accord de Paris

24. Le Comité de Paris a pris plusieurs mesures pour améliorer la cohérence et la coordination du renforcement des capacités dans le cadre de la Convention et de l'Accord de Paris.

25. Selon la pratique établie, il a invité les organes constitués travaillant sur des questions liées au renforcement des capacités et les entités fonctionnelles du Mécanisme financier à désigner des représentants pour collaborer, s'il y a lieu, à certaines activités liées à ses travaux. Son groupe de travail 1 sur la cohérence et la coordination des activités de renforcement des capacités relevant ou non de la Convention et de l'Accord de Paris a continué de diriger efficacement les travaux du Comité dans ce domaine.

26. Le Comité de Paris a consolidé et élargi sa collaboration avec d'autres organes constitués dans le cadre des activités suivantes :

a) Lancer avec le secrétariat du Conseil du Fonds pour l'adaptation et le CRTC, à la vingt-cinquième session de la COP, un bulletin d'information commun sur les moyens d'améliorer la préparation et le renforcement des capacités dans l'optique du financement de l'adaptation (voir le paragraphe 59 ci-dessous) ;

b) Collaborer avec le Groupe consultatif d'experts à l'occasion de la deuxième édition du Pôle de renforcement des capacités, organisée à la vingt-cinquième session de la COP¹⁵, où le Groupe consultatif d'experts a également tenu son deuxième forum informel pilote, consacré à l'institutionnalisation des systèmes de gestion des données ;

c) Coopérer avec le CRTC à l'organisation d'une Journée des moyens de mise en œuvre lors de la deuxième édition du Pôle de renforcement des capacités, au cours de laquelle le Fonds pour l'adaptation a accueilli une réunion technique et le Comité exécutif de la technologie a tenu une séance consacrée aux capacités et technologies endogènes. La Journée des moyens de mise en œuvre comportait également une table ronde organisée par le Comité de Paris sur le renforcement de la cohérence et de la coordination avec les organes constitués qui se concentrent sur le financement, la technologie et le développement des capacités, ainsi qu'avec les entités fonctionnelles du Mécanisme financier ;

d) Collaborer avec le Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie pour organiser un débat sur les pertes et dommages à l'occasion de la deuxième édition du Pôle de renforcement des capacités, compte tenu de l'accord qui s'était dégagé à la deuxième réunion visant à traiter dans le plan de travail glissant la question des moyens de prévenir les pertes et préjudices liés aux effets néfastes des changements climatiques, de les réduire au minimum et d'y remédier¹⁶ ;

e) En concertation avec le Groupe de facilitation de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones, favoriser la participation de représentants des peuples autochtones aux journées et manifestations thématiques dans le cadre de la deuxième édition du Pôle de renforcement des capacités ;

f) Collaborer avec le Comité de l'adaptation à une manifestation consacrée à la prise en compte des questions de genre dans la planification et la mise en œuvre de l'adaptation. Cette manifestation devait initialement avoir lieu pendant l'Expo PNA de 2020, qui a été reportée en raison de la pandémie de COVID-19.

27. En outre, le Comité de Paris a contribué à différentes manifestations et réunions tenues pendant la vingt-cinquième session de la COP, parmi lesquelles :

a) Un dialogue ouvert informel entre les représentants des organes constitués sur les trois fonctions de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones, à l'occasion duquel le Comité de Paris a présenté son mandat et a mis l'accent sur ses activités en cours ;

b) Le bilan de la mise en œuvre et du niveau d'ambition avant 2020, auquel le Comité de Paris a contribué par écrit¹⁷ ;

c) La réunion du groupe de travail conjoint de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique et du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, au cours de laquelle le Comité de Paris a présenté son mandat et son plan de travail et a appelé l'attention sur les activités de collaboration en cours et prévues ;

d) La réunion du Partenariat de Marrakech pour l'action mondiale en faveur du climat, sur les océans et zones côtières et l'action climatique axée sur des trajectoires de 1,5 °C, au cours de laquelle le Comité de Paris a exposé son mandat et souligné l'importance du renforcement des capacités dans les efforts visant à limiter l'élévation de la température à l'échelle du globe à 1,5 °C ;

¹⁵ Voir <https://unfccc.int/2nd-capacity-building-hub>.

¹⁶ En application de la décision 4/CP.22, par. 5.

¹⁷ Voir <https://unfccc.int/topics/pre-2020>.

e) La quatrième réunion annuelle du Fonds vert pour le climat (FVC) avec les organes constitués en vertu de la Convention, où le Comité de Paris a fait le point sur l'exécution de son plan de travail et a proposé des activités de collaboration avec le FVC¹⁸ ;

f) La manifestation parallèle « L'apprentissage en vue de l'action climatique : mettre en œuvre l'Accord de Paris par l'éducation, la formation et les compétences », où le Comité de Paris a présenté son expérience de la diffusion du savoir en matière d'action climatique, une attention particulière étant accordée au développement de la formation en ligne sur les changements climatiques et les droits de l'homme.

28. Au cours de la série de manifestations en ligne organisées en juin dans le cadre de la Convention (« L'élan de juin pour le climat »), le Comité de Paris a participé aux débats du neuvième Forum de Durban sur le renforcement des capacités¹⁹, qui s'est tenu virtuellement le 5 juin 2020 et était centré sur les moyens de développer les capacités pour appuyer la mise en œuvre du cadre de transparence renforcé prévu par l'Accord de Paris en assurant la cohérence et la coordination des activités et du soutien (voir les paragraphes 40 et 41 ci-dessous).

29. L'autre élément à signaler a été une table ronde, organisée à la quatrième réunion du Comité de Paris, portant sur la création d'un groupe de coordination informel pour le renforcement des capacités au titre de la Convention et de l'Accord de Paris. Le Comité de Paris a invité les représentants des organes constitués concernés, des entités fonctionnelles du Mécanisme financier et du processus de l'AAC à examiner une note de réflexion préliminaire sur la mise en place d'un tel dispositif²⁰.

30. Bon nombre des représentants invités et un certain nombre d'observateurs ont fait remarquer qu'un arrangement informel permettant de coordonner le renforcement des capacités pourrait contribuer à la fois à améliorer la coordination et à faciliter les synergies. Plusieurs participants à la table ronde ont estimé qu'un mécanisme pourrait être trop formel et qu'il était sans doute préférable de mieux tirer parti des modalités existantes pour améliorer la coordination et faciliter les synergies, comme l'indiquait la note de réflexion initiale (voir le paragraphe 29 ci-dessus). Des participants ont suggéré que les dispositions actuellement prévues en matière de coordination entre les organes constitués – comme la pratique consistant à désigner des coordonnateurs pour assurer la liaison avec d'autres organes – soient autant que possible intégrées dans la formule retenue.

31. Le Comité de Paris a par la suite remanié la note de réflexion susmentionnée pendant l'intersession sous la conduite de son groupe de travail 1, de façon à prendre en compte les observations faites au cours de la table ronde. La note de réflexion révisée sur la création d'un groupe de coordination informel pour le renforcement des capacités au titre de la Convention et de l'Accord de Paris a été approuvée par le Comité pendant l'intersession. Le document final figure à l'annexe II. Le lancement des travaux du groupe de coordination informel devrait coïncider avec le début de l'exécution du plan de travail du Comité de Paris pour 2021-2024.

b) Cohérence et coordination des activités de renforcement des capacités en dehors de la Convention et de l'Accord de Paris

32. Le Comité de Paris a sensiblement intensifié sa collaboration avec les acteurs du renforcement des capacités extérieurs à la Convention et à l'Accord de Paris, dans l'optique d'une action mieux coordonnée et, en définitive, plus cohérente dans le cadre d'initiatives de

¹⁸ Le Comité de Paris a proposé de recenser les besoins et les lacunes en matière de renforcement des capacités dans le contexte de la programmation par pays et du travail de préparation du FVC et d'étudier les possibilités mutuelles d'améliorer la cohérence et la coordination des efforts de renforcement des capacités des différents acteurs. En outre, le Comité a invité le FVC à partager les outils et les ressources d'information relatifs au renforcement des capacités en vue de les diffuser au moyen du portail prévu à cet effet et du bulletin d'information sur l'appui aux activités préparatoires et au renforcement des capacités.

¹⁹ Voir <https://unfccc.int/durbanforum9>.

²⁰ Voir le document du Comité de Paris paru sous la cote PCCB/2020/5.

renforcement des capacités liées au climat et d'initiatives des Nations Unies telles que les objectifs de développement durable.

33. Le Comité de Paris a continué de collaborer avec des institutions et d'autres parties prenantes en invitant des organisations ayant le statut d'observateur à participer à sa quatrième réunion et en conviant des experts et des organisations à la deuxième édition du Pôle de renforcement des capacités. Il a non seulement continué à gérer son réseau de médias sociaux sur Facebook²¹, mais a également lancé avec succès en avril 2020 le Réseau du Comité de Paris²², association volontaire d'acteurs qui prennent part dans le monde entier aux efforts de renforcement des capacités dans le domaine climatique. Ce réseau, appelé à devenir le principal vecteur d'une collaboration ciblée du Comité de Paris avec des parties prenantes en dehors de la Convention et de l'Accord de Paris, vise à favoriser les synergies et à améliorer la cohérence et la coordination de tels efforts (voir le paragraphe 54 ci-dessous).

34. Le Comité de Paris a continué de collaborer avec des parties prenantes extérieures dans le cadre de travaux et d'activités spécifiques. À la deuxième édition du Pôle de renforcement des capacités, il a collaboré avec 67 partenaires. Ces partenariats, mis en place à la faveur d'un appel à manifestation d'intérêt, représentaient un large éventail d'institutions, notamment des réseaux et des groupements internationaux, des universités et établissements de recherche, des organismes des Nations Unies, des entités du secteur privé, des organisations gouvernementales et non gouvernementales, des fonds et initiatives pour le climat et des organismes de développement. Parmi les principaux partenaires, il convient de mentionner le Centre de recherches pour le développement international, le Groupement des universités des pays les moins avancés sur les changements climatiques, l'ICLEI – Les Gouvernements locaux pour le développement durable, l'Institut pour l'environnement et la sécurité humaine, l'International Centre for Climate Change and Development, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains et le secrétariat de la Convention. D'autres activités qui ont donné lieu à une collaboration ciblée avec des parties prenantes extérieures à la Convention et à l'Accord de Paris sont décrites à la section II.C.2 ci-dessous.

35. Depuis 2018, le Comité invite, par un appel ouvert en ligne²³, toutes les parties prenantes intéressées à communiquer des renseignements ou des suggestions concernant les domaines d'activité proposés ou existants qui découlent de ses mandats.

2. Soutien technique et conseils sur le renforcement des capacités dans le domaine climatique

36. Le Comité de Paris a encore progressé dans la fourniture d'un soutien technique et de conseils pour le renforcement des capacités des parties prenantes dans le domaine climatique. Comme convenu à sa première réunion, il s'y emploie en fonction de son thème annuel, à savoir, pour 2020, l'amélioration de la cohérence et de la coordination des activités de renforcement des capacités pour la mise en œuvre des CDN.

37. Le Comité a apporté un concours technique à plusieurs séances de la deuxième édition du Pôle de renforcement des capacités²⁴, notamment en contribuant aux débats et en dispensant des conseils techniques aux partenaires principaux de chaque journée thématique et aux organisateurs de certaines séances.

38. Des membres du Comité de Paris ont participé en qualité d'experts (c'est-à-dire en tant qu'orateurs ou animateurs) aux manifestations ci-après organisées dans le cadre du Pôle de renforcement des capacités :

- a) Réunion de consultation du Réseau du Comité de Paris ;

²¹ <https://www.facebook.com/pccb.unfccc>.

²² Voir <https://unfccc.int/pccb-network>.

²³ <https://unfccc.int/process-and-meetings/bodies/constituted-bodies/paris-committee-on-capacity-building-pccb/submissions-paris-committee-on-capacity-building-pccb>.

²⁴ L'ordre du jour de la deuxième édition du Pôle de renforcement des capacités est disponible à l'adresse <https://unfccc.int/2nd-capacity-building-hub>.

- b) Journée de renforcement des capacités « Des connaissances à l'action » ;
- c) Table ronde du Comité de Paris sur la cohérence et la coordination des activités de renforcement des capacités ;
- d) Manifestation parallèle du Comité exécutif de la technologie sur les capacités et technologies endogènes et le renforcement de la capacité des pays d'élaborer et d'appliquer des solutions en matière de technologies climatiques ;
- e) Manifestation consacrée au rôle du Réseau consultatif pour le financement privé dans le renforcement des capacités des acteurs du financement climatique en vue de débloquer les marchés périphériques ;
- f) Réunion du Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie sur les besoins de renforcement des capacités et les efforts entrepris pour prévenir les pertes et préjudices, les réduire au minimum et y remédier.

39. Le Comité a veillé diligemment à ce que toutes les séances et manifestations de la deuxième édition du Pôle de renforcement des capacités aient un thème pertinent tout en étant nettement axées sur les aspects techniques du renforcement des capacités : ses membres ont siégé au comité directeur du Pôle et ont dûment étudié les 73 communications reçues à la suite de l'appel à manifestation d'intérêt, en les évaluant au regard de divers critères, tels que le caractère novateur des démarches et méthodes proposées, l'équilibre institutionnel et sectoriel, la représentation équilibrée des hommes et des femmes, la cohérence du message et la diversité. Les réunions tenues dans le cadre du Pôle, divisées en différentes journées ou séries thématiques, ont permis aux participants d'étoffer leurs connaissances et d'être davantage sensibilisés à la question du renforcement des capacités liées au climat sous différents angles : transparence, administrations locales et villes, moyens de mise en œuvre, pertes et préjudices, nécessité de réduire l'écart entre la recherche sur le climat et la politique climatique et entre la politique et l'action climatiques, et relèvement du niveau d'ambition en vue de la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris. Les participants ont pu en outre mieux comprendre les questions en jeu, à savoir :

- a) Renforcer les capacités dans le domaine climatique en tant que vecteur de transformation ;
- b) Développer la capacité individuelle, institutionnelle et systémique d'accélérer une action climatique de nature collective ;
- c) Permettre la création de réseaux et le partage des connaissances entre acteurs intervenant dans le renforcement des capacités pour l'action climatique ;
- d) Appliquer des approches innovantes du renforcement des capacités en matière d'action climatique ;
- e) Accroître l'impact du renforcement des capacités dans le domaine climatique par une communication efficace ;
- f) Améliorer la capacité de consulter des données climatiques et de mesurer les impacts ;
- g) Intégrer les questions d'égalité des sexes, les droits de l'homme, les points de vue des jeunes et la voix des populations autochtones dans le renforcement des capacités de lutte contre les changements climatiques ;
- h) Accroître la cohérence et la coordination des efforts de renforcement des capacités dans le cadre des programmes nationaux et internationaux d'action pour le climat.

40. De surcroît, en apportant des contributions techniques au neuvième Forum de Durban, des membres du Comité de Paris ont participé aux débats en séance plénière et en groupe et Roberta Ianna, également membre du Comité, a contribué à animer les discussions. Le Comité a examiné les résultats et les messages clefs du Forum à sa quatrième réunion en vue de les prendre en compte dans ses travaux futurs.

41. La COP ayant demandé au SBI d'aligner le thème des séances du Forum de Durban sur le domaine annuel retenu par le Comité de Paris²⁵, celui-ci a assumé un rôle plus actif et plus technique en vue de faire cadrer les débats du Forum et ses propres travaux relatifs à son domaine d'intervention annuel. Au cours de la période couverte par son prochain plan de travail, le Comité de Paris entend renforcer encore ces échanges mutuellement bénéfiques en organisant au minimum un webinaire par an pour examiner plus en détail le thème ou certains sous-thèmes du Forum de Durban et en consacrant une journée au domaine d'intervention annuel dans le cadre du Pôle de renforcement des capacités à chaque session de la COP.

42. À la suite des trois journées de renforcement des capacités « Des connaissances à l'action » organisées en 2019²⁶ pendant les semaines du climat pour les régions de l'Amérique latine et des Caraïbes et de l'Asie-Pacifique et lors de la deuxième édition du Pôle de renforcement des capacités, le Comité de Paris, sous la conduite de son groupe de travail 4 sur la détermination des lacunes et des besoins en matière de capacités, a poursuivi ses préparatifs visant à conclure cette série d'ateliers par une troisième journée régionale de renforcement des capacités « Des connaissances à l'action », qui devait avoir lieu en avril 2020 pendant la Semaine du climat en Afrique. En raison du report de celle-ci à 2021, le Comité et les partenaires chargés de l'organisation ont décidé que la manifestation revêtirait la forme d'un atelier virtuel le 24 septembre 2020²⁷. À l'instar des autres journées de ce type, l'atelier avait pour objectif d'encourager le dialogue à l'échelle de la région, de faire en sorte que les universités et les centres de recherche contribuent davantage à renforcer la capacité d'établir et de mettre en œuvre des PNA et des CDN, et de rehausser le niveau d'ambition de l'action climatique. Comme pour les ateliers précédents, le Comité de Paris a collaboré avec diverses organisations partenaires, notamment le Centre de recherches pour le développement international, la Fondation Mohammed VI pour la protection de l'environnement, l'Institut pour l'environnement et la sécurité humaine de l'Université des Nations Unies, l'Institut des sciences de l'eau et de l'énergie de l'Université panafricaine, l'Institut de Stockholm pour l'environnement, le Partenariat pour les CDN et le Réseau mondial pour les PNA. Les conclusions de l'atelier seront résumées dans un rapport faisant ressortir et intégrant les résultats et les recommandations des quatre journées de renforcement des capacités « Des connaissances à l'action » organisées en 2019 et 2020.

43. Sous la conduite de son groupe de travail 2 sur les questions intersectorielles, le Comité de Paris a poursuivi ses travaux sur ces questions, notamment la prise en compte des questions de genre, les droits de l'homme, le savoir des peuples autochtones, le rôle des villes, la jeunesse et l'AAC. En collaboration avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, le Comité de Paris conçoit des cours de formation en ligne visant à renforcer la capacité de tenir compte des droits de l'homme dans l'action climatique. Le lancement de cette formation en ligne devait initialement coïncider avec la cinquante-deuxième session des organes subsidiaires en juin 2020, mais a été reprogrammé pour 2021 en raison du report de celle-ci.

44. En ce qui concerne le genre, le Comité de Paris a continué d'appliquer sa norme pour la prise en compte des questions de genre, introduite en 2019²⁸. À sa quatrième réunion, il a élu Jeniffer Hanna coordonnatrice pour les questions d'égalité des sexes afin de coordonner, de mettre en œuvre et de superviser l'intégration du genre dans ses activités²⁹. Avant la réunion, le secrétariat a présenté un exposé virtuel sur les questions de genre et les changements climatiques, en fournissant des informations sur les mandats correspondants des organes constitués en vertu de la Convention et de l'Accord de Paris.

45. Le Comité de Paris a continué de coopérer avec les organes constitués au sujet des lacunes et besoins en matière de capacités concernant la prise en compte des questions de genre (voir le paragraphe 26 f) ci-dessus). Il a fait de la représentation équilibrée des sexes et de la participation active des femmes des éléments clefs à prendre en considération dans la préparation et la mise en œuvre de manifestations telles que la deuxième édition du Pôle de renforcement des capacités et la Journée virtuelle de renforcement des capacités « Des

²⁵ Voir la décision 15/CP.24, par. 6.

²⁶ Voir <https://unfccc.int/pccb/capacity-building-knowledge-to-action-days>.

²⁷ Voir <https://unfccc.int/knowledge-to-action-day-africa>.

²⁸ Voir le document FCCC/SBI/2019/13, annexe.

²⁹ Voir le document du Comité de Paris paru sous la cote PCCB/2020/11, par. 55.

connaissances à l'action » pour la région Afrique. À cet égard, le Comité de Paris a vivement encouragé tous les partenaires chargés de l'organisation à veiller à une représentation équilibrée des femmes et des hommes en choisissant des experts et en invitant des participants. Il a en outre pris des mesures pour tenir compte des questions de genre dans ses travaux de fond. Le Comité a mobilisé à différents titres d'importants acteurs concernés par les corrélations entre les questions de genre et les changements climatiques, notamment le Groupe Femmes et genre de la Convention, l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et Women Engage for a Common Future, en organisant et en accueillant la deuxième édition du Pôle de renforcement des capacités. Ces acteurs ont soutenu les efforts faits par le Comité pour favoriser le dialogue en faisant participer les parties concernées aux débats. La question de l'égalité des sexes a été soulevée lors de nombreuses séances tenues dans le cadre du Pôle de renforcement des capacités et plusieurs manifestations lui ont été consacrées, notamment la cérémonie de remise du prix « Solutions climatiques équitables à l'égard des femmes » organisée par Women Engage for a Common Future et le Groupe Femmes et genre.

46. Tout au long de la réunion du Pôle de renforcement des capacités, le Comité de Paris a fait prendre conscience des initiatives visant à développer ou renforcer les moyens d'intégrer les questions de genre dans l'action climatique. Des informations sur de telles initiatives ont été publiées et diffusées dans le rapport de synthèse sur le Pôle³⁰ et les médias sociaux du Comité de Paris. Le Comité a veillé à employer un vocabulaire inclusif dans toutes ses communications, y compris en demandant que des modifications soient apportées aux descriptions des manifestations du Pôle soumises par les organisateurs. Dans l'enquête menée après la tenue de celui-ci, 86 % des personnes interrogées ont dit être « tout à fait d'accord » ou « d'accord » avec le fait que les questions de genre avaient été prises en considération dans le déroulement de la deuxième édition du Pôle de renforcement des capacités, tant en ce qui concerne sa teneur que l'organisation proprement dite. Plusieurs répondants ont reconnu que l'accent mis sur la prise en compte des questions de genre et l'inclusion était un aspect positif du Pôle.

47. Pour ce qui est des autres questions intersectorielles, le Comité de Paris a organisé une Journée des administrations locales et des villes lors de la deuxième édition du Pôle de renforcement des capacités et a donné à tous les organisateurs des diverses manifestations des conseils sur l'intégration d'éléments tels que le genre, la jeunesse et les peuples autochtones dans les débats. En outre, chacune des journées thématiques du Pôle comportait au moins une séance axée sur l'articulation des questions intersectorielles et du thème retenu, à savoir le renforcement des capacités, le passage des connaissances à l'action, la transparence, les administrations locales et les villes, les moyens de mise en œuvre, le relèvement du niveau d'ambition et les pertes et préjudices.

48. En ce qui concerne les travaux du Comité de Paris sur les questions intéressant les jeunes, la deuxième édition du Pôle de renforcement des capacités prévoyait plusieurs rencontres centrées sur la jeunesse, et les points de vue des jeunes ont également été pris en considération dans bon nombre de manifestations. Les jeunes constituent un groupe cible essentiel qui a été invité à participer à la Journée virtuelle de renforcement des capacités « Des connaissances à l'action » pour la région Afrique.

49. Le Comité de Paris a poursuivi ses échanges réguliers avec des représentants du processus de l'AAC et du Groupe de facilitation de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones en vue de coordonner les travaux et de renforcer les synergies.

3. Activités de sensibilisation, de diffusion et de partage des connaissances et de l'information

50. Les travaux du Comité de Paris relevant de ses mandats relatifs au partage des connaissances et des informations, à l'engagement et à la sensibilisation de divers acteurs concernés par le renforcement des capacités tant dans le cadre qu'en dehors de la Convention et de l'Accord de Paris se déroulent sous la direction de son groupe de travail 3 sur la sensibilisation, la communication et la mobilisation des parties prenantes et s'appuient sur

³⁰ Voir <https://unfccc.int/2nd-capacity-building-hub>.

un plan stratégique pour la collaboration avec les parties prenantes, la communication et la mobilisation des ressources³¹, approuvé à la troisième réunion du Comité en juin 2019. Les progrès réalisés dans le cadre du plan stratégique ont fait l'objet d'un rapport pour la période de juin 2019 à juin 2020³². À sa quatrième réunion, le Comité de Paris est convenu de s'en tenir au même dispositif pour suivre l'application du plan stratégique de juin 2020 à juin 2021 et en rendre compte.

51. Tous les supports de connaissances et d'information du Comité de Paris sont largement diffusés par l'intermédiaire de sa page Web³³, du portail consacré au renforcement des capacités et de sa page Facebook, dont la tenue à jour est assurée par le secrétariat. Au 29 septembre 2020, la page Facebook comptait 1 132 visiteurs de plus par rapport à la période précédente (soit 2 339 au total) et 164 messages ont été partagés avec plus de 100 000 utilisateurs. La page Facebook a également été utilisée pour promouvoir le Réseau du Comité de Paris depuis sa mise en place en avril 2020, pour diffuser des mises à jour et des informations, et pour des activités de communication.

52. En ce qui concerne la deuxième édition du Pôle de renforcement des capacités, 73 propositions d'activités ont été reçues de Parties et d'entités non parties dans les délais prévus, à savoir entre le 16 août et le 22 septembre 2019. Toutes les propositions ont été dûment examinées et évaluées avant d'être réparties entre les sept journées thématiques. Le secrétariat et plus de 250 experts de quelque 210 institutions, réseaux, organisations, Parties et organes constitués ont participé à l'organisation d'environ 55 manifestations, comprenant 140 activités. Le Pôle a rassemblé plus de 1 200 participants. Les activités ont été diffusées en ligne et, dans la mesure du possible, le public extérieur a pu avoir des échanges avec les orateurs par des moyens numériques.

53. Les résultats de la deuxième édition du Pôle de renforcement des capacités ont été consignés dans un rapport de synthèse et diffusés par divers modes de communication. Le succès et l'importance de cette deuxième édition ont été reconnus par un large éventail d'acteurs. Lorsque les Parties sont convenues d'une prolongation des travaux du Comité de Paris, elles ont confirmé que le Pôle devrait faire partie intégrante du plan de travail du Comité pour 2021-2024³⁴. Conformément aux directives figurant dans le plan stratégique pour la collaboration avec les parties prenantes, la communication et la mobilisation des ressources, le Comité a invité les organisateurs et les participants à faire part de leurs observations sur le Pôle par des enquêtes en ligne et des communications directes (en ligne et sur place). Près de 80 % des participants et des organisateurs qui ont répondu ont jugé la manifestation « excellente » ou « très positive », et tous les organisateurs ont exprimé le souhait de collaborer à l'avenir avec les autres partenaires des journées thématiques.

54. Suivant les recommandations formulées dans le plan stratégique pour la collaboration avec les parties prenantes, la communication et la mobilisation des ressources, le Comité de Paris a établi en novembre 2019 un projet de note de réflexion concernant la mise en place de son réseau et, lors de la deuxième édition du Pôle de renforcement des capacités, a tenu une séance de consultation ouverte à toutes les Parties et entités non parties intéressées à l'occasion de la vingt-cinquième session de la COP. En se fondant sur les contributions reçues, le Comité de Paris a arrêté le texte final de la note de réflexion³⁵ et lancé la phase pilote de son réseau en avril 2020 par un appel ouvert à l'enregistrement des entités et initiatives intéressées. Il a mobilisé une équipe spéciale composée des responsables de ses quatre groupes de travail pour guider et superviser la mise en route de la phase pilote.

55. Depuis son lancement en avril 2020, 199 organisations et initiatives de 75 pays ont adhéré au Réseau du Comité de Paris. Les membres du Réseau³⁶ se répartissent en différents groupes, le plus important étant celui des organisations non gouvernementales, suivi par les organisations du secteur privé, les universités et instituts de recherche, les centres de

³¹ Disponible à l'adresse <https://unfccc.int/sites/default/files/resource/20190715-Strategic%20plan%20FINAL%20Version.pdf>.

³² Voir https://unfccc.int/sites/default/files/resource/Final_StrategicPlan_ReviewReport201920.pdf.

³³ <https://unfccc.int/pccb>.

³⁴ Voir la décision 9/CP.25, annexe.

³⁵ Disponible à l'adresse <https://unfccc.int/sites/default/files/resource/ConceptNote.pdf>.

³⁶ Voir <https://unfccc.int/pccb-network/members>.

réflexion, les réseaux et groupements internationaux ou régionaux, les entités publiques, les organismes des Nations Unies et les organisations apparentées, les organisations intergouvernementales, les organismes de développement, les fondations philanthropiques et les institutions financières.

56. La réunion inaugurale du Réseau du Comité de Paris s'est tenue virtuellement le 26 juin 2020, immédiatement après la quatrième réunion du Comité, avec la participation de 73 membres du Réseau et de neuf membres du Comité. Les résultats de la réunion sont consignés dans un résumé vidéo et un rapport de synthèse³⁷ : il y est question des décisions relatives au Réseau prises à la quatrième réunion du Comité, du rôle et de l'importance du Réseau en vue d'appuyer la mission assignée au Comité et de dynamiser les efforts à engager en fonction des objectifs du Réseau, et de suggestions relatives aux activités futures du Réseau et aux étapes à prévoir.

57. Les activités du Réseau s'articulent sur les domaines d'intervention du Comité et peuvent être classées en trois catégories principales : échanges techniques et apprentissage collégial (webinaires, par exemple), sensibilisation et communication (bulletins d'information bimestriels), tissage de relations et collaboration (réunions régionales et thématiques informelles, etc.). Une liste détaillée des activités est disponible sur une page Web spécifique³⁸. Le secrétariat mettra régulièrement à jour cette liste pour prendre en compte les nouvelles priorités du Comité et les propositions d'activités soumises par les membres du Réseau qui ont été acceptées.

58. En raison des circonstances liées à la pandémie de COVID-19, le Comité a décidé, à sa quatrième réunion, de prolonger jusqu'à la fin de 2021 la phase pilote du Réseau, qui devait initialement durer un an. Une équipe spéciale interne a été désignée pour encadrer la mise en œuvre et l'évaluation de la phase pilote, y compris par des recommandations sur les ajustements à apporter au calendrier de mise en œuvre et l'ajout d'activités supplémentaires proposées par les membres du Réseau. L'équipe spéciale reçoit chaque mois du secrétariat des informations sur l'avancement des travaux par rapport au calendrier de mise en œuvre et sur les résultats de la collaboration avec les parties prenantes et des activités de communication. En outre, le secrétariat aide l'équipe spéciale à fournir au Comité des rapports trimestriels sur l'état d'avancement des travaux effectués dans le cadre du Réseau.

59. À la faveur de son travail de sensibilisation, de communication et de partage des connaissances et des informations, le Comité a poursuivi son partenariat avec le secrétariat du Conseil du Fonds pour l'adaptation et le CRTC pour élaborer un bulletin d'information commun portant sur les moyens d'améliorer la préparation et le renforcement des capacités en matière de financement de l'adaptation. La publication du premier numéro du bulletin a donné lieu à une manifestation en marge de la vingt-cinquième session de la COP le 10 décembre 2019. Le deuxième bulletin a été publié le 12 juin 2020. Le FVC, l'Institut asiatique de technologie, le secrétariat de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique ont également contribué à ces bulletins. Le deuxième numéro du bulletin d'information a fait l'objet de 181 consultations à la date de sa publication.

³⁷ Disponible à l'adresse <https://unfccc.int/event/pccb-network-inaugural-meeting>.

³⁸ <https://unfccc.int/pccb-network/activities>.

Annexe I

Plan de travail du Comité de Paris sur le renforcement des capacités pour 2021-2024

1. À sa vingt et unième session, tenue en 2015, la COP a créé le Comité de Paris sur le renforcement des capacités pour remédier aux lacunes et répondre aux besoins, actuels et nouveaux, liés à l'exécution d'activités de renforcement des capacités dans les pays en développement parties et intensifier encore les efforts de renforcement des capacités, notamment la cohérence et la coordination des activités menées dans ce domaine au titre de la Convention¹.
2. En 2019, la CMA à sa deuxième session a décidé que le Comité de Paris concourrait à l'application de l'Accord de Paris conformément à sa mission et à son mandat².
3. Également en 2019, à la vingt-cinquième session de la COP, les travaux du Comité de Paris ont fait l'objet d'un examen et son mandat a été prorogé de cinq ans³. En affinant le mandat du Comité, la COP a défini trois domaines prioritaires :
 - a) Renforcer la cohérence et la coordination des activités de renforcement des capacités au titre de la Convention en s'attachant à éviter les doubles emplois, notamment en collaborant avec les organismes relevant ou non de la Convention qui mènent des activités dans ce domaine, selon qu'il conviendra et conformément à leurs mandats respectifs ;
 - b) Recenser les lacunes et les besoins, actuels et nouveaux, en matière de capacités et recommander des moyens d'y faire face ;
 - c) Promouvoir la sensibilisation, le partage des connaissances et de l'information et la collaboration des parties prenantes avec les organismes et les acteurs concernés relevant ou non de la Convention, selon qu'il conviendra et conformément à leurs mandats respectifs⁴.
4. La COP a décidé qu'à l'avenir et sous réserve de la disponibilité de ressources, le Comité de Paris mènerait les activités figurant au paragraphe 10 de l'annexe de la décision 9/CP.25, conformément aux domaines prioritaires mentionnés au paragraphe 3 ci-dessus. Elle a décidé en outre que le Comité de Paris travaillerait sur toute activité supplémentaire qu'elle pourrait lui confier dans le cadre de son mandat, sous réserve de la disponibilité de ressources⁵. La CMA a confirmé que les domaines et activités prioritaires susmentionnés s'appliquaient également aux travaux menés par le Comité dans le cadre de l'Accord de Paris⁶.
5. La COP a chargé le Comité de Paris d'élaborer un plan de travail pour la période de sa prorogation sur la base des domaines prioritaires mentionnés au paragraphe 3 ci-dessus et des activités mentionnées au paragraphe 4 ci-dessus, pour examen à sa vingt-sixième session, et a demandé que le plan de travail comporte des éléments de base tels que les domaines prioritaires, les activités, les réalisations attendues, les délais et les résultats escomptés, conformément aux domaines prioritaires précités⁷.
6. À la vingt-cinquième session de la COP, les Parties et les institutions compétentes ont été invitées, selon que de besoin, à apporter au Comité de Paris l'appui et les ressources nécessaires à l'exécution de son plan de travail compte tenu de l'objectif du Comité visé au paragraphe 1 ci-dessus⁸.

¹ Décision 1/CP.21, par. 71.

² Décision 3/CMA.2, par. 3.

³ Décision 9/CP.25, par. 12.

⁴ Décision 9/CP.25, par. 9.

⁵ Décision 9/CP.25, par. 11.

⁶ Décision 3/CMA.2, par. 4.

⁷ Décision 9/CP.25, par. 15 et 16.

⁸ Décision 9/CP.25, par. 18.

7. Le deuxième plan de travail du Comité de Paris, portant sur la période 2021-2024, s'appuie sur les activités menées à bien dans le cadre du premier plan de travail pour 2017-2020 et, en concevant ce deuxième plan, le Comité a tenu compte des enseignements tirés de l'exécution du premier.

8. Pour soutenir la mise en œuvre de son premier plan de travail, le Comité de Paris a constitué en 2017 quatre groupes de travail. Ces groupes continueront d'exister et apporteront leur concours à l'exécution du deuxième plan de travail du Comité en 2021-2024. Les domaines d'activité de trois des groupes de travail correspondent aux trois domaines prioritaires mentionnés au paragraphe 3 ci-dessus. Le quatrième groupe de travail se concentre sur les questions intersectorielles.

I. Questions intersectorielles

9. La COP a invité le Comité de Paris à prendre en considération des questions intersectorielles comme l'égalité des sexes, les droits de l'homme et le savoir des peuples autochtones dans la gestion de son premier plan de travail⁹. Le Comité entend continuer de tenir compte des questions intersectorielles en administrant et en exécutant son deuxième plan de travail.

10. Conformément à la décision sur les questions de genre et les changements climatiques, dans laquelle la COP a demandé à tous les organes constitués en vertu de la Convention de faire rapport sur les progrès réalisés en vue d'intégrer une perspective de genre dans leurs processus¹⁰, le Comité de Paris a élaboré une norme pour la prise en compte des questions de genre¹¹. Il continuera d'appliquer cette norme en menant les activités de son deuxième plan de travail.

II. Suivi, évaluation et établissement de rapports

11. Le Comité de Paris suivra et évaluera régulièrement les progrès, les résultats, les incidences et l'efficacité des activités figurant dans son deuxième plan de travail et, comme l'a demandé la COP, en rendra compte dans son rapport technique annuel¹². Il présentera aussi dans son rapport technique annuel les travaux prévus pour l'année à venir, comme indiqué au paragraphe 17 de la décision 9/CP.25. La CMA a confirmé que le Comité de Paris lui rendrait également compte dans le cadre de ce rapport¹³.

12. Le Comité de Paris examinera périodiquement l'exécution de son deuxième plan de travail et pourrait ajuster celui-ci selon qu'il conviendra, compte tenu des nouveaux mandats et des priorités qui seront fixés par la COP et la CMA.

III. Collaboration avec les parties prenantes, communication et sensibilisation

13. Le Comité met au point une stratégie de dialogue avec les parties prenantes et une stratégie de communication afin d'appuyer la mise en œuvre de son plan de travail pour 2021-2024 et pour l'aider à mobiliser efficacement et consulter les parties prenantes et à les informer, ainsi qu'à mieux sensibiliser le public à la question du renforcement des capacités en matière de changements climatiques.

⁹ Décision 16/CP.22, par. 4 a).

¹⁰ Décision 21/CP.22, par. 14. La COP a renouvelé cette demande au paragraphe 12 de la décision 3/CP.25.

¹¹ FCCC/SBI/2019/13, annexe.

¹² Décision 9/CP.25, par. 17.

¹³ Décision 3/CMA.2, par. 8.

14. Ces deux stratégies mettent à profit et remplacent le plan stratégique pour la collaboration avec les parties prenantes, la communication et la mobilisation des ressources qui a été élaboré en 2018 et a guidé les travaux du Comité de Paris en 2019 et 2020.

15. En définissant chacun des domaines prioritaires de son deuxième plan de travail et les activités correspondantes, le Comité a cherché à étoffer le dialogue et la collaboration avec des institutions, organisations, mécanismes, réseaux et centres relevant ou non de la Convention et de l'Accord de Paris, notamment aux niveaux intergouvernemental, régional et national, et à travers eux, au niveau infranational, le cas échéant, afin d'améliorer l'exécution des activités de renforcement des capacités et l'appui fourni aux pays en développement parties.

16. Le Comité se concertera avec diverses parties prenantes en s'attelant à ses travaux, notamment en invitant des observateurs aux réunions et en ouvrant les groupes de travail à la participation d'experts externes. Les autres modes de communication et de concertation entre le Comité et les parties prenantes sont le groupe de coordination informel sur le renforcement des capacités au titre de la Convention et de l'Accord de Paris, le Réseau du Comité de Paris, le Pôle de renforcement des capacités et les médias sociaux. La colonne « Collaboration » du tableau ci-dessous fournit une liste préliminaire indicative des parties prenantes avec lesquelles le Comité entend coopérer pour les activités prévues dans son plan de travail.

Plan de travail du Comité de Paris sur le renforcement des capacités pour 2021-2024

| | Produits escomptés/réalisations attendues | | | | | |
|--|--|--|--|--|--|--|
| Activité subsidiaire | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Résultats escomptés | Collaboration |
| Domaine prioritaire A : Accroître la cohérence et la coordination des activités de renforcement des capacités au titre de la Convention en s'attachant à éviter les doubles emplois, notamment en collaborant avec les organismes relevant ou non de la Convention qui mènent des activités dans ce domaine | | | | | | |
| Activité A.1 : Compiler et examiner les activités de renforcement des capacités entreprises et prévues par les organes constitués en vertu de la Convention et de l'Accord de Paris qui mettent en œuvre de telles activités, afin d'avoir une vue d'ensemble des activités de renforcement des capacités existant dans le cadre de la Convention et de l'Accord de Paris, et partager régulièrement cette information avec les organes constitués | | | | | | |
| A.1.1 : Créer le GCI pour appuyer la compilation et l'examen d'une présentation des activités de renforcement des capacités entreprises et prévues par les organes constitués en vertu de la Convention et de l'Accord de Paris, les entités fonctionnelles du Mécanisme financier et d'autres processus relevant de la Convention et de l'Accord de Paris ^a | GCI mis en place Mise en place d'une coordination régulière, notamment par des réunions en présentiel en marge des sessions des organes subsidiaires et des réunions virtuelles, selon les besoins Production et diffusion de résumés des réunions | GCI mis en place Mise en place d'une coordination régulière, notamment par des réunions en présentiel en marge des sessions des organes subsidiaires et des réunions virtuelles, selon les besoins Production et diffusion de résumés des réunions | GCI évalué Mise en place d'une coordination régulière, notamment par des réunions en présentiel en marge des sessions des organes subsidiaires et des réunions virtuelles, selon les besoins Production et diffusion de résumés des réunions | GCI évalué Mise en place d'une coordination régulière, notamment par des réunions en présentiel en marge des sessions des organes subsidiaires et des réunions virtuelles, selon les besoins Production et diffusion de résumés des réunions | Réduction des doubles emplois et possibilités accrues de programmation commune d'activités de renforcement des capacités par le truchement du GCI Partage régulier d'une vue d'ensemble prospective des travaux de renforcement des capacités à entreprendre dans le cadre de la Convention et de l'Accord de Paris | Membres du GCI (à savoir les représentants désignés des organes constitués, des entités fonctionnelles du Mécanisme financier et des processus pertinents relevant de la Convention et de l'Accord de Paris) |
| A.1.2 : Établir et mettre à jour la vue d'ensemble des activités de renforcement des capacités en cours et prévues dans le cadre de la Convention et de l'Accord de Paris | Vue d'ensemble prospective des activités de renforcement des capacités | Vue d'ensemble prospective des activités de renforcement des capacités | Vue d'ensemble prospective des activités de renforcement des capacités | Vue d'ensemble prospective des activités de renforcement des capacités | | |

Produits escomptés/réalisations attendues

| <i>Activité subsidiaire</i> | <i>2021</i> | <i>2022</i> | <i>2023</i> | <i>2024</i> | <i>Résultats escomptés</i> | <i>Collaboration</i> |
|--|---|---|---|--|--|--|
| Activité A.2 : Adresser aux Parties des recommandations sur les moyens d'améliorer la cohérence et la coordination des activités de renforcement des capacités et d'éviter les doubles emplois | Recommandations à l'intention de la COP et/ou de la CMA, selon le cas, tenant compte de toute contribution du GCI communiquée dans le rapport technique annuel d'activité (voir l'activité subsidiaire A.1.1) | Appel lancé aux Parties et aux entités non parties à présenter des communications sur l'expérience, les meilleures pratiques et les enseignements à retenir concernant l'amélioration de la cohérence et de la coordination des efforts de renforcement des capacités Recommandations à l'intention de la COP et/ou de la CMA, selon le cas, tenant compte de toute contribution du GCI communiquée dans le rapport technique annuel d'activité (voir l'activité subsidiaire A.1.1) et de la réunion technique du Pôle de renforcement des capacités de 2021 sur la cohérence et la coordination (voir l'activité subsidiaire A.3.1) | Analyse et synthèse des communications de 2022 Recommandations à l'intention de la COP et/ou de la CMA, selon le cas, tenant compte de toute contribution du GCI communiquée dans le rapport technique annuel d'activité (voir l'activité subsidiaire A.1.1) et des communications de 2022 | Recommandations à l'intention de la COP et/ou de la CMA, selon le cas, tenant compte de toute contribution du GCI communiquée dans le rapport technique annuel d'activité (voir l'activité subsidiaire A.1.1) et de la réunion technique du Pôle de renforcement des capacités de 2023 sur la cohérence et la coordination (voir l'activité subsidiaire A.3.1) | Recommandations pratiques sur le renforcement des capacités adressées aux Parties dans le cadre du rapport technique annuel d'activité | Membres du GCI Membres du Réseau du Comité de Paris Parties et entités non parties |

| | Produits escomptés/réalisations attendues | | | | | |
|---|--|--|---|---|--|---|
| Activité subsidiaire | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Résultats escomptés | Collaboration |
| Activité A.3 : Échanger et collaborer avec les organismes relevant ou non de la Convention et de l’Accord de Paris qui mènent des activités de renforcement des capacités, conformément à leurs mandats | | | | | | |
| A.3.1 : Examiner les aspects essentiels de l’amélioration de la cohérence et de la coordination du renforcement des capacités dans le cadre de la Convention et de l’Accord de Paris | Réunion technique à la troisième édition du Pôle de renforcement des capacités, axée sur les aspects essentiels de l’amélioration de la cohérence et de la coordination (voir l’activité C.3, liée à l’activité B.2, car les réunions techniques contribueront aux recommandations du Comité sur ce sujet) | Diffusion des résultats de la réunion technique de 2021 | Réunion technique à la cinquième édition du Pôle de renforcement des capacités axée sur les aspects essentiels de l’amélioration de la cohérence et de la coordination (voir l’activité C.3, liée à l’activité B.2) | Diffusion des résultats de la réunion technique de 2023 | Informations collectées et diffusées concernant les moyens d’améliorer la cohérence et la coordination du renforcement des capacités, et connaissances acquises et partagées, par divers canaux (notamment, mais non exclusivement le portail consacré au renforcement des capacités, le Pôle de renforcement des capacités et le Réseau du Comité de Paris) | Membres du GCI Organes extérieurs à la Convention et à l’Accord de Paris Membres du Réseau du Comité de Paris |
| A.3.2 : Participer aux réunions et manifestations d’autres organes constitués et des processus pertinents relevant de la Convention et de l’Accord de Paris, et/ou fournir à ces réunions et manifestations, à la demande des organes, entités et processus, les contributions appropriées qui ont trait au mandat et | Établissement d’un rapport de synthèse en tant que contribution au bilan global (conformément à la décision 19/CMA.1, par. 24) Participation aux réunions et manifestations d’autres organes et processus et/ou | Organisation d’un webinaire sur les questions méthodologiques et les hypothèses liées au rapport de synthèse Participation à une réunion du dialogue technique du bilan mondial, si elle est prévue (juin 2022) | Mise à jour du rapport de synthèse, s’il y a lieu Participation à une réunion du dialogue technique du bilan mondial (juin 2023) Participation aux réunions et manifestations d’autres organes et processus et/ou fourniture de | Recensement et prise en compte des enseignements tirés de la participation au bilan mondial Participation aux réunions et manifestations d’autres organes et processus et/ou fourniture de contributions, selon qu’il convient | Meilleure diffusion de l’information sur les efforts de renforcement des capacités Amélioration de la coordination des travaux de renforcement des capacités effectués dans le cadre de la Convention et de l’Accord de Paris, en | |

Produits escomptés/réalisations attendues

| <i>Activité subsidiaire</i> | <i>2021</i> | <i>2022</i> | <i>2023</i> | <i>2024</i> | <i>Résultats escomptés</i> | <i>Collaboration</i> |
|--|---|---|---|---|---|----------------------|
| au plan de travail du Comité de Paris | fourniture de contributions, selon qu'il convient | Mise à jour du rapport de synthèse, s'il y a lieu Participation à une réunion du dialogue technique du bilan mondial (novembre 2022) Participation aux réunions et manifestations d'autres organes et processus et/ou fourniture de contributions, selon qu'il convient | contributions, selon qu'il convient | | favorisant une plus grande cohérence | |
| A.3.3 : Dialoguer avec des organes relevant ou non de la Convention et de l'Accord de Paris, selon le cas, sur la question de la cohérence et de la coordination des activités de renforcement des capacités | Communication et collaboration régulières et ciblées avec des organes relevant ou non de la Convention et de l'Accord de Paris, selon qu'il convient, notamment par des modalités établies par le Comité de Paris, dont le Réseau du Comité de Paris (voir l'activité C.4), et dans le cadre du Pôle de renforcement des capacités (voir l'activité C.3). | Communication et collaboration régulières et ciblées avec des organes relevant ou non de la Convention et de l'Accord de Paris, selon qu'il convient, notamment par des modalités établies par le Comité de Paris, dont le Réseau du Comité de Paris (voir l'activité C.4), et dans le cadre du Pôle de renforcement des capacités (voir l'activité C.3). | Communication et collaboration régulières et ciblées avec des organes relevant ou non de la Convention et de l'Accord de Paris, selon qu'il convient, notamment par des modalités établies par le Comité de Paris, dont le Réseau du Comité de Paris (voir l'activité C.4), et dans le cadre du Pôle de renforcement des capacités (voir l'activité C.3). | Communication et collaboration régulières et ciblées avec des organes relevant ou non de la Convention et de l'Accord de Paris, selon qu'il convient, notamment par des modalités établies par le Comité de Paris, dont le Réseau du Comité de Paris (voir l'activité C.4), et dans le cadre du Pôle de renforcement des capacités (voir l'activité C.3). | Collaboration et coordination accrues avec des organes relevant ou non de la Convention et de l'Accord de Paris et amélioration des possibilités de programmation commune des activités, en complément des résultats du GCI (voir l'activité subsidiaire A.1.1) | |

| | Produits escomptés/réalisations attendues | | | | | |
|--|---|---|---|---|---|----------------|
| Activité subsidiaire | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Résultats escomptés | Collaboration |
| Domaine prioritaire B : Recenser les lacunes et les besoins, actuels et nouveaux, en matière de capacités et recommander des moyens d'y faire face | | | | | | |
| Activité B.1 : Collaborer avec les autres organes constitués pour permettre au Comité de Paris de recueillir les informations sur la façon dont ils remédient aux lacunes et répondent aux besoins dans les domaines qui relèvent de leurs mandats et de contribuer à leurs travaux, selon qu'il conviendra | | | | | | |
| B.1.1 : Échanger avec les organes constitués, les entités fonctionnelles du Mécanisme financier et les processus pertinents relevant de la Convention et de l'Accord de Paris pour recueillir des informations sur leurs activités liées aux moyens de remédier aux lacunes et de répondre aux besoins en matière de capacités | Recueillir des informations sur les efforts déployés pour remédier aux lacunes et répondre aux besoins en matière de capacités, notamment aux réunions du Comité de Paris et du GCI (voir l'activité subsidiaire A.1.1) | | Recueillir des informations sur les efforts déployés pour remédier aux lacunes et répondre aux besoins en matière de capacités, notamment aux réunions du Comité de Paris et du GCI (voir l'activité subsidiaire A.1.1) | | Collecte et diffusion d'informations et des meilleures pratiques concernant les lacunes et les besoins en matière de capacités dans les domaines d'activité des organes constitués, des entités fonctionnelles du Mécanisme financier et des processus pertinents relevant de la Convention et de l'Accord de Paris, et acquisition et partage de connaissances, par divers canaux (notamment, mais non exclusivement le portail consacré au renforcement des capacités, le Pôle de renforcement des capacités, le GCI et le Réseau du Comité de Paris) | Membres du GCI |
| B.1.2 : Analyser les informations recueillies auprès des organes constitués sur leurs activités liées à la prise en compte des lacunes et des besoins en matière de capacités, et partager les résultats avec les organes constitués, selon qu'il convient | Analyse des informations recueillies (voir l'activité subsidiaire B.1.1) | Diffusion des conclusions auprès des organes constitués, selon qu'il convient | Analyse des informations recueillies (voir l'activité subsidiaire B.1.1) | Diffusion des conclusions auprès des organes constitués, selon qu'il convient | | |

Produits escomptés/réalisations attendues

| <i>Activité subsidiaire</i> | <i>2021</i> | <i>2022</i> | <i>2023</i> | <i>2024</i> | <i>Résultats escomptés</i> | <i>Collaboration</i> |
|---|---|---|---|---|--|---|
| Activité B.2 : Poursuivre les efforts en vue de recenser les outils et méthodes servant au renforcement des capacités, et promouvoir la mise au point et la diffusion de ces outils et méthodes | <p>Élaboration d'une boîte à outils comprenant des instruments utiles afin d'évaluer les lacunes à combler et les besoins à satisfaire pour renforcer les capacités de mise en œuvre de l'Accord de Paris</p> <p>Appel lancé aux Parties et aux entités non parties à présenter des communications sur les outils et méthodes existants servant au renforcement des capacités qui permettent aux pays d'atteindre les objectifs à long terme de l'Accord de Paris</p> | <p>Analyse et synthèse des informations contenues dans les communications de 2021</p> <p>Diffusion des résultats de l'analyse et des outils et méthodes existants, compte tenu des besoins prioritaires des utilisateurs de ces outils et méthodes</p> <p>Réunion technique dans le cadre de la quatrième édition du Pôle de renforcement des capacités sur les principaux outils et méthodes existants servant au renforcement des capacités de façon à permettre la réalisation des objectifs à long terme de l'Accord de Paris (en lien avec l'activité C.3)</p> | <p>Appel lancé aux Parties et aux entités non parties à présenter des communications sur les outils et méthodes existants servant au renforcement des capacités qui permettent aux pays d'atteindre les objectifs à long terme de l'Accord de Paris</p> | <p>Analyse et synthèse des informations contenues dans les communications de 2023</p> <p>Diffusion des résultats de l'analyse et des outils et méthodes existants, compte tenu des besoins prioritaires des utilisateurs de ces outils et méthodes</p> <p>Réunion technique dans le cadre de la sixième édition du Pôle de renforcement des capacités sur les principaux outils et méthodes existants servant au renforcement des capacités de façon à permettre la réalisation des objectifs à long terme de l'Accord de Paris (en lien avec l'activité C.3)</p> | <p>Diffusion d'informations à jour sur les outils et les méthodes existants ainsi que de conseils pour la mise en œuvre d'activités de renforcement des capacités par divers canaux (notamment, mais non exclusivement le portail consacré au renforcement des capacités, le Pôle de renforcement des capacités et le Réseau du Comité de Paris)</p> | <p>Parties et entités non parties</p> <p>Membres du Réseau du Comité de Paris</p> <p>Membres du GCI</p> |

| Activité subsidiaire | Produits escomptés/réalisations attendues | | | | Résultats escomptés | Collaboration |
|---|---|---|---|--|--|--|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| Activité B.3 : Recueillir, examiner et partager les informations tirées de l'expérience, les meilleures pratiques et les enseignements à retenir quant aux moyens de renforcer la maîtrise par les pays en développement de la mise en place et du maintien de leurs capacités, et fournir des recommandations à ce sujet | | | | | | |
| B.3.1 : Recueillir, examiner et partager les informations tirées de l'expérience, les meilleures pratiques et les enseignements à retenir quant aux moyens de renforcer la maîtrise par les pays en développement de la mise en place et du maintien de leurs capacités, et fournir des recommandations à ce sujet | Appel lancé aux Parties et aux entités non parties à présenter des communications sur l'expérience, les bonnes pratiques et les enseignements à retenir quant aux moyens de renforcer la maîtrise par les pays en développement de la mise en place et du maintien de leurs capacités Analyse et synthèse des informations contenues dans les communications | Document technique sur les résultats de l'analyse et de la synthèse de 2021 Diffusion du document technique et des études de cas et bonnes pratiques pertinentes | Réunion technique dans le cadre de la cinquième édition du Pôle de renforcement des capacités visant à examiner les conclusions du document technique de 2022 et d'éventuels travaux de suivi (en lien avec l'activité C.3) | Travaux de suivi découlant de la réunion technique de 2023, selon qu'il convient (à préciser à l'approche de la date) | Diffusion d'informations sur les moyens d'aider les pays en développement à mieux s'approprier la création et le maintien de capacités par divers canaux (notamment, mais non exclusivement, le portail consacré au renforcement des capacités, le Pôle de renforcement des capacités et le Réseau du Comité de Paris) | Parties et entités non parties Membres du Réseau du Comité de Paris |
| B.3.2 : Formuler des recommandations sur les moyens d'aider les pays en développement à mieux s'approprier la création et le maintien de capacités | | Recommandations adressées à la COP et/ou la CMA, selon le cas, dans le rapport technique annuel d'activité | Recommandations adressées à la COP et/ou la CMA, selon le cas, dans le rapport technique annuel d'activité | Recommandations adressées à la COP et/ou la CMA, selon le cas, dans le rapport technique annuel d'activité, compte tenu de la réunion technique de 2023 et d'éventuels travaux de suivi (voir les produits escomptés/réalisations attendues de l'activité subsidiaire B.3.1 pour 2023 et 2024) | Recommandations pratiques adressées aux Parties | |

Produits escomptés/réalisations attendues

| <i>Activité subsidiaire</i> | <i>2021</i> | <i>2022</i> | <i>2023</i> | <i>2024</i> | <i>Résultats escomptés</i> | <i>Collaboration</i> |
|-----------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|----------------------------|----------------------|
|-----------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|----------------------------|----------------------|

Domaine prioritaire C : Promouvoir la sensibilisation, le partage des connaissances et de l'information et la collaboration des parties prenantes avec les organismes et les acteurs concernés relevant ou non de la Convention

Activité C.1 : Recueillir des informations auprès des sources pertinentes, dont le Forum de Durban, sur les bonnes pratiques, les expériences et les enseignements à retenir dans le domaine du renforcement des capacités, et diffuser ces informations, notamment par le portail consacré au renforcement des capacités, afin de remédier aux lacunes et de répondre aux besoins liés à l'exécution d'activités de renforcement des capacités

| | | | | | | |
|---|--|--|--|--|--|--|
| C.1.1 : Recueillir et diffuser des informations relatives au renforcement des capacités, compte tenu des besoins prioritaires des pays en développement | Informations sur le renforcement des capacités collectées par divers canaux, notamment, mais non exclusivement, un appel lancé aux Parties et aux entités non parties à présenter des communications sur le domaine d'intervention annuel du Comité de Paris | Informations sur le renforcement des capacités collectées par divers canaux, notamment, mais non exclusivement, un appel lancé aux Parties et aux entités non parties à présenter des communications sur le domaine d'intervention annuel du Comité de Paris | Informations sur le renforcement des capacités collectées par divers canaux, notamment, mais non exclusivement, un appel lancé aux Parties et aux entités non parties à présenter des communications sur le domaine d'intervention annuel du Comité de Paris | Informations sur le renforcement des capacités collectées par divers canaux, notamment, mais non exclusivement, un appel lancé aux Parties et aux entités non parties à présenter des communications sur le domaine d'intervention annuel du Comité de Paris | Les efforts des parties prenantes visant à combler les lacunes et répondre aux besoins liés à l'exécution d'activités de renforcement des capacités sont soutenus grâce à l'accès aux informations pertinentes sur les expériences, les bonnes pratiques, les enseignements et les leçons à retenir en la matière dans le cadre de la Convention et de l'Accord de Paris, par divers canaux (portail consacré au renforcement des capacités, GCI, Réseau du Comité de Paris, Pôle de renforcement des capacités, dialogues et ateliers thématiques, réunions et manifestations | Membres du Réseau du Comité de Paris Membres du GCI Parties et entités non parties |
| | Informations et supports de connaissances diffusés par les voies de communication du Comité de Paris et des partenaires, notamment par le portail consacré au renforcement des capacités | Informations et supports de connaissances diffusés par les voies de communication du Comité de Paris et des partenaires, notamment par le portail consacré au renforcement des capacités | Informations et supports de connaissances diffusés par les voies de communication du Comité de Paris et des partenaires, notamment par le portail consacré au renforcement des capacités | Informations et supports de connaissances diffusés par les voies de communication du Comité de Paris et des partenaires, notamment par le portail consacré au renforcement des capacités | | |

| Activité subsidiaire | Produits escomptés/réalisations attendues | | | | Résultats escomptés | Collaboration |
|---|---|---|---|---|---|--|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| C.1.2 : Recueillir des informations au Forum de Durban et contribuer à celui-ci en partageant les renseignements utiles au cours des débats et en facilitant les échanges et les travaux de suivi | <p>Participation active des membres du Comité au Forum de Durban, y compris, selon qu'il convient, en tant qu'orateurs et animateurs</p> <p>Échanges et travaux de suivi, notamment :</p> <p>i. Examen des résultats du Forum de Durban à la réunion annuelle du Comité de Paris ;</p> <p>ii. Un ou plusieurs webinaires visant à examiner plus en détail un ou des (sous-) thème(s) du Forum de Durban, selon les besoins ;</p> <p>iii. Journée consacrée au domaine d'intervention du Comité de Paris</p> | <p>Participation active des membres du Comité au Forum de Durban, y compris, selon qu'il convient, en tant qu'orateurs et animateurs</p> <p>Échanges et travaux de suivi, notamment :</p> <p>i. Examen des résultats du Forum de Durban à la réunion annuelle du Comité de Paris ;</p> <p>ii. Un ou plusieurs webinaires visant à examiner plus en détail un ou des (sous-) thème(s) du Forum de Durban, selon les besoins ;</p> <p>iii. Journée consacrée au domaine d'intervention du Comité de Paris</p> | <p>Participation active des membres du Comité au Forum de Durban, y compris, selon qu'il convient, en tant qu'orateurs et animateurs</p> <p>Échanges et travaux de suivi, notamment :</p> <p>i. Examen des résultats du Forum de Durban à la réunion annuelle du Comité de Paris ;</p> <p>ii. Un ou plusieurs webinaires visant à examiner plus en détail un ou des (sous-) thème(s) du Forum de Durban, selon les besoins ;</p> <p>iii. Journée consacrée au domaine d'intervention du Comité de Paris</p> | <p>Participation active des membres du Comité au Forum de Durban, y compris, selon qu'il convient, en tant qu'orateurs et animateurs</p> <p>Échanges et travaux de suivi, notamment :</p> <p>i. Examen des résultats du Forum de Durban à la réunion annuelle du Comité de Paris ;</p> <p>ii. Un ou plusieurs webinaires visant à examiner plus en détail un ou des (sous-) thème(s) du Forum de Durban, selon les besoins ;</p> <p>iii. Journée consacrée au domaine d'intervention du Comité de Paris</p> | <p>d'organes relevant ou non de la Convention et de l'Accord de Paris, etc.)</p> <p>Contributions ciblées du Comité de Paris au Forum annuel de Durban et facilitation du travail de suivi stratégique se traduisant par un croisement efficace d'idées et des échanges entre les débats du Forum, dont le thème s'articule sur le domaine d'intervention annuel du Comité de Paris, et les travaux du Comité liés à ce domaine</p> | <p>Organe subsidiaire de mise en œuvre</p> <p>Membres du Réseau du Comité de Paris</p> <p>Parties et entités non parties</p> |

| Activité subsidiaire | Produits escomptés/réalisations attendues | | | | Résultats escomptés | Collaboration |
|---|---|---|---|---|---|---------------|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| | dans le cadre du Pôle de renforcement des capacités (en lien avec l'activité C.3) | dans le cadre du Pôle de renforcement des capacités (en lien avec l'activité C.3) | dans le cadre du Pôle de renforcement des capacités (en lien avec l'activité C.3) | dans le cadre du Pôle de renforcement des capacités (en lien avec l'activité C.3) | | |
| C.1.3 : Continuer à fournir des directives au secrétariat pour améliorer encore le portail consacré au renforcement des capacités | Directives formulées, selon qu'il convient | Directives formulées, selon qu'il convient | Directives formulées, selon qu'il convient | Directives formulées, selon qu'il convient | Les directives fournies contribuent à garantir que le portail consacré au renforcement des capacités reste convivial et donne accès à des informations et des ressources pertinentes et actualisées | Secrétariat |

Activité C.2 : Fournir des recommandations aux Parties sur :

- i) Les moyens de partager davantage, entre organismes concernés relevant ou non de la Convention et de l'Accord de Paris, les bonnes pratiques, les expériences et les enseignements à retenir en matière de renforcement des capacités ;
- ii) D'éventuels domaines de collaboration avec les organismes dont les travaux intéressent le Comité de Paris et son plan de travail, dans le cadre de leurs mandats ;
- iii) Les possibilités pour les organismes qui relèvent ou non de la Convention et de l'Accord de Paris d'utiliser les informations provenant du Forum de Durban

| | | | | | |
|--|--|--|--|--|---|
| C.2.1 : Adresser à la COP et/ou la CMA, selon le cas, dans le rapport technique annuel d'activité du Comité de Paris, des recommandations sur les moyens de mieux partager les bonnes pratiques, les expériences et les enseignements à retenir en matière de renforcement | Recommandations adressées à la COP et/ou la CMA, selon le cas, dans le rapport technique annuel d'activité | Recommandations adressées à la COP et/ou la CMA, selon le cas, dans le rapport technique annuel d'activité | Recommandations adressées à la COP et/ou la CMA, selon le cas, dans le rapport technique annuel d'activité | Recommandations adressées à la COP et/ou la CMA, selon le cas, dans le rapport technique annuel d'activité | Recommandations pratiques adressées aux Parties |
|--|--|--|--|--|---|

| <i>Activité subsidiaire</i> | <i>Produits escomptés/réalizations attendues</i> | | | | <i>Résultats escomptés</i> | <i>Collaboration</i> |
|--|--|--|--|--|----------------------------|----------------------|
| | <i>2021</i> | <i>2022</i> | <i>2023</i> | <i>2024</i> | | |
| des capacités entre organismes concernés relevant ou non de la Convention et de l'Accord de Paris | | | | | | |
| C.2.2 : Adresser à la COP et/ou la CMA, selon le cas, dans le rapport technique annuel d'activité du Comité de Paris, des recommandations sur d'éventuels domaines de collaboration avec les organismes relevant ou non de la Convention et de l'Accord de Paris dont les travaux intéressent le Comité et son plan de travail, dans le cadre de leurs mandats | Recommandations adressées à la COP et/ou la CMA, selon le cas, dans le rapport technique annuel d'activité | Recommandations adressées à la COP et/ou la CMA, selon le cas, dans le rapport technique annuel d'activité | Recommandations adressées à la COP et/ou la CMA, selon le cas, dans le rapport technique annuel d'activité | Recommandations adressées à la COP et/ou la CMA, selon le cas, dans le rapport technique annuel d'activité | | |
| C.2.3 : Adresser à la COP et/ou la CMA, selon le cas, dans le rapport technique annuel d'activité du Comité de Paris, des recommandations sur la façon dont les informations provenant du Forum de Durban peuvent être mises à profit par des organismes relevant ou non de la Convention et de l'Accord de Paris | Recommandations adressées à la COP et/ou la CMA, selon le cas, dans le rapport technique annuel d'activité | Recommandations adressées à la COP et/ou la CMA, selon le cas, dans le rapport technique annuel d'activité | Recommandations adressées à la COP et/ou la CMA, selon le cas, dans le rapport technique annuel d'activité | Recommandations adressées à la COP et/ou la CMA, selon le cas, dans le rapport technique annuel d'activité | | |

Produits escomptés/réalisations attendues

| <i>Activité subsidiaire</i> | <i>2021</i> | <i>2022</i> | <i>2023</i> | <i>2024</i> | <i>Résultats escomptés</i> | <i>Collaboration</i> |
|---|---|---|---|---|---|--|
| Activité C.3 : Organiser les réunions annuelles du Pôle de renforcement des capacités pendant les sessions de la COP | | | | | | |
| C.3.1 : Planifier et mener les réunions annuelles du Pôle de renforcement des capacités, en prévoyant des mécanismes de retour d'information appropriés | Troisième réunion du Pôle de renforcement des capacités | Quatrième réunion du Pôle de renforcement des capacités | Cinquième réunion du Pôle de renforcement des capacités | Sixième réunion du Pôle de renforcement des capacités | La collaboration entre organismes relevant ou non de la Convention et de l'Accord de Paris et entre institutions, secteurs et régions est encouragée pour stimuler les efforts collectifs de renforcement des capacités, coordonner les activités et exploiter les synergies | Membres du Réseau du Comité de Paris Membres du GCI Parties et entités non parties |
| C.3.2 : Exposer et diffuser les résultats des réunions annuelles du Pôle de renforcement des capacités | Rapport de synthèse assorti des leçons apprises et de recommandations pour les futures réunions du Pôle | Rapport de synthèse assorti des leçons apprises et de recommandations pour les futures réunions du Pôle | Rapport de synthèse assorti des leçons apprises et de recommandations pour les futures réunions du Pôle | Rapport de synthèse assorti des leçons apprises et de recommandations pour les futures réunions du Pôle | Partage de connaissances et d'informations (études de cas, bonnes pratiques et enseignements à retenir, notamment) sur les lacunes et les besoins en matière de renforcement des capacités et les solutions visant à y répondre Promotion et diffusion d'outils et de méthodes servant à renforcer les capacités Sensibilisation accrue des parties prenantes à la portée et à l'impact | |

| Activité subsidiaire | Produits escomptés/réalisations attendues | | | | Résultats escomptés | Collaboration |
|---|---|--|---|---|---|---|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| | | | | | des efforts de renforcement des capacités | |
| Activité C.4 : Promouvoir la participation des parties prenantes, notamment par des activités de communication ciblées inscrites dans le présent plan de travail, afin de stimuler les échanges en matière de renforcement des capacités aux niveaux national et régional, y compris dans le cadre des semaines régionales du climat, selon qu'il conviendra, et sous réserve de la disponibilité de ressources | | | | | | |
| C.4.1 : Dialoguer et collaborer avec les parties prenantes concernées dans la planification et l'exécution des activités de sensibilisation | Dialogues et/ou ateliers thématiques coorganisés lors de manifestations régionales et/ou nationales | Dialogues et/ou ateliers thématiques coorganisés lors de manifestations régionales et/ou nationales | Dialogues et/ou ateliers thématiques coorganisés lors de manifestations régionales et/ou nationales | Dialogues et/ou ateliers thématiques coorganisés lors de manifestations régionales et/ou nationales | Échanges sur le renforcement des capacités aux niveaux national et régional encouragés par des activités de sensibilisation ciblées | Membres du Réseau du Comité de Paris Membres du GCI Programme de travail de Nairobi sur les incidences des changements climatiques et la vulnérabilité et l'adaptation à ces changements Initiative de Lima relative aux connaissances en matière d'adaptation |
| C.4.2 : Mettre en œuvre les activités du Réseau du Comité de Paris, en les évaluant régulièrement et en prévoyant des mécanismes de retour d'information appropriés ^b | Activités du Réseau du Comité de Paris mises en œuvre conformément au plan d'activités | Activités du Réseau du Comité de Paris mises en œuvre conformément au plan d'activités Rapport sur la phase pilote du Réseau du Comité de Paris | Activités du Réseau du Comité de Paris mises en œuvre conformément au plan d'activités | Activités du Réseau du Comité de Paris mises en œuvre conformément au plan d'activités | Le Réseau du Comité de Paris facilite la cohérence et la coordination des efforts de renforcement des capacités, le partage efficace d'informations sur les activités de renforcement des | Membres du Réseau du Comité de Paris |

| Activité subsidiaire | Produits escomptés/réalisations attendues | | | | Résultats escomptés | Collaboration |
|----------------------|---|------|------|------|--|---------------|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | | |
| | | | | | capacités et leurs résultats, le recensement et la mise en relation des acteurs du renforcement des capacités dans différents secteurs et à différents niveaux, et les efforts concertés visant à renforcer la capacité d'appliquer l'Accord de Paris, de façon à accroître les synergies et à réduire les doubles emplois | |

^a À savoir, notamment, l'AAC, le Comité de l'adaptation, le Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie, le Comité exécutif de la technologie, le Comité d'experts de Katowice sur les impacts des mesures de riposte mises en œuvre, le Comité permanent du financement, le Conseil du Fonds pour l'adaptation, le CRTC, le Fonds pour l'environnement mondial, le FVC, le Groupe consultatif d'experts, le Groupe d'experts des pays les moins avancés, le Groupe de facilitation de la plateforme des communautés locales et des peuples autochtones, et tout futur organisme, entité ou processus qui pourrait être lié aux travaux du Comité de Paris.

^b Toutes les activités du Réseau du Comité de Paris à engager après décembre 2021 sont subordonnées aux résultats de l'évaluation de la phase pilote du Réseau.

Annexe II

Concept note on establishing an informal coordination group for capacity-building under the Convention and the Paris Agreement

[Anglais seulement]

I. Background

1. On 23 June 2020, during the 4th meeting of the PCCB, a round table on coherence and coordination of capacity-building was held at which the PCCB and invited representatives of other constituted bodies under the Convention, the operating entities of the Financial Mechanism and the ACE process jointly discussed the initial concept note on establishing an informal coordination mechanism on capacity-building under the Convention and the Paris Agreement¹ that had been prepared as an input to the discussion.
2. The invited representatives and several meeting observers discussed the potential value an informal arrangement for capacity-building could add to improving coordination and facilitating synergies. Some round-table participants noted that a mechanism may be too formal an arrangement and that making better use of existing modalities may be a suitable means of improving coordination and facilitating synergies. Several participants suggested integrating into the chosen modality, to the extent possible, existing arrangements for coordination across constituted bodies, such as the focal points system used by a number of these bodies.
3. At the end of the round table, the PCCB agreed to take forward the discussion on an informal coordination arrangement by revising the concept note intersessionally under the leadership of working group 1 with a view to capturing the comments provided during the round-table discussion. Further, the PCCB agreed that working group 1 would present the revised concept note intersessionally for the consideration of all PCCB members with a view to including the final concept note in the 2020 annual technical progress report of the PCCB for consideration at COP 26. The final concept note is presented in this report.
4. An important component of the mandate of the PCCB is enhancing coherence and coordination of capacity-building activities under the Convention and the Paris Agreement, including through collaboration with bodies under and outside the Convention and the Paris Agreement that engage in activities related to capacity-building. Working with other constituted bodies under the Convention and the Paris Agreement and operating entities of the Financial Mechanism as well as contributing to relevant processes under the Convention and the Paris Agreement are therefore critical functions of the PCCB.
5. At COP 25, Parties recognized the importance of the PCCB in improving the coherence and coordination of capacity-building by identifying its work in this regard as a priority area for its second workplan (for 2021–2024). The first of the three priority areas of the PCCB is to enhance coherence and coordination of capacity-building under the Convention with a focus on avoiding duplication of efforts, including through collaboration with bodies under and outside the Convention that engage in activities related to capacity-building, as appropriate and in accordance with their respective mandates.²
6. At CMA 2, Parties determined that the PCCB shall also serve the Paris Agreement³ and decided that the priority areas for the PCCB are those already defined by the COP.⁴ This means that the work of the PCCB on coherence and coordination of capacity-building is to

¹ PCCB document PCCB/2020/5.

² Decision 9/CP.25, para. 9(a).

³ Decision 3/CMA.2, para. 3.

⁴ Decision 3/CMA.2, para. 4, referencing decision 9/CP.25.

be seen both in the context of relevant bodies, entities and processes under the Convention and of those under the Paris Agreement.

7. The CMA, in defining the initial institutional arrangements for capacity-building under the Paris Agreement, recognized that capacity-building efforts and activities are conducted by various constituted bodies under the Convention and the Paris Agreement, in line with their respective mandates, as well as by various bodies and actors outside the Convention and the Paris Agreement.⁵ Further, the CMA invited the PCCB to work closely with other constituted bodies under the Convention and the Paris Agreement to address gaps and needs, both current and emerging, in implementing capacity-building in developing countries and to enhance the coherence and coordination of capacity-building in accordance with the relevant mandates and activities of those bodies.⁶

8. In 2019, the PCCB held a dialogue on coherence and coordination of capacity-building with representatives of constituted bodies, operating entities and relevant processes under the Convention and the Paris Agreement. On the basis of that dialogue, the PCCB produced a technical paper⁷ that included an analysis of the gaps in practices that promote coherence and coordination across capacity-building work under the Convention. The analysis in the paper identified the need to (1) provide a conducive space for coordination outside the annual meetings of the PCCB and (2) enable representatives of constituted bodies, operating entities and relevant processes under the Convention and the Paris Agreement to define areas of common interest, which would help increase synergies and reduce the duplication of efforts.

9. Identifying areas of common interest will also contribute to raising awareness of the ongoing and planned activities of constituted bodies and operating entities and activities that are a part of relevant processes under the Convention and the Paris Agreement, which in turn will strengthen relationships and increase opportunities for collaborative initiatives. The PCCB, with the support of the secretariat, will identify areas of common interest by reviewing and updating the overview of capacity-building related elements and activities in the workplans of constituted bodies and operating entities and workplans that relate to relevant processes under the Convention and the Paris Agreement.

II. Context

10. During the round table on coherence and coordination of capacity-building referred to in paragraph 1 above, participants reflected positively on the importance of engaging with one another to exchange views and information through the regular round tables held during the PCCB meetings. However, they emphasized the need for a conducive space for relevant bodies to coordinate capacity-building efforts under the Convention and the Paris Agreement and jointly plan collaborative activities, where appropriate, in order to materialize synergies and avoid the duplication of efforts.

11. The provision of a conducive space for coordination was seen as key to ensuring coherence across capacity-building initiatives and to facilitating effective and impactful collaboration among the constituted bodies, operating entities and relevant processes, including during the Capacity-building Hubs and the Durban Forum on capacity-building, which were highlighted as important forums for collaboration and demonstrating the outcomes of coordination and joint planning. Better utilizing existing opportunities for discussion will contribute to the ability of the PCCB to fulfil its mandate to enhance coherence and coordination of capacity-building.

12. This concept note lays the foundation for developing, under the lead of PCCB working group 1, an informal coordination group aimed at supporting efforts to enhance the coherence

⁵ Decision 3/CMA.2, para. 2.

⁶ Decision 3/CMA.2, para. 5.

⁷ The technical paper, titled “Coherence and coordination of capacity-building activities of constituted bodies and in other relevant processes under the Convention”, is available at <https://unfccc.int/node/180271>. Note that the paper was produced prior to the decision of the CMA for the PCCB to serve the Paris Agreement.

and coordination of capacity-building activities undertaken by constituted bodies and operating entities and as part of relevant processes under the Convention and the Paris Agreement.

13. Three critical needs that could be addressed by enhanced coordination through an appropriate modality such as the informal coordination group for capacity-building under the Convention and the Paris Agreement have been identified by constituted bodies and operating entities and through relevant processes under the Convention and the Paris Agreement, as follows:

(a) The need to establish a conducive space for discussion, coordination and the exchange of ideas and information;

(b) The need to define areas of common interest, which could help increase synergies and reduce the duplication of efforts;

(c) The need to understand synergies among capacity-building activities and to avoid the duplication of efforts through the PCCB preparing and reviewing, with the support of the secretariat, the forward-looking overview of capacity-building related activities in workplans, to be used as the basis for discussion among the members of the informal coordination group for capacity-building under the Convention and the Paris Agreement and on which the group could provide updates during its meetings, and which could subsequently be made available by the secretariat.

14. The activities of the informal coordination group should align with the priority areas of the PCCB, and specifically should support implementation of the first priority area, that is enhancing coherence and coordination of capacity-building under the Convention and the Paris Agreement with a focus on avoiding duplication of efforts, including through collaboration with bodies under and outside the Convention and the Paris Agreement. The progress of work of the informal coordination group should be reported in the annual technical progress report of the PCCB for consideration by the COP.

15. Additionally, the informal coordination group can contribute to activities under the second and third priority areas.⁸ The second priority area of the PCCB – identifying gaps and needs, both current and emerging, and recommending ways to address them – relies on interacting with constituted bodies to allow the PCCB to gather information on what they are doing to address capacity gaps and needs in areas relevant to their mandates. This information will allow the PCCB to provide input to the work of these bodies, as appropriate, and will contribute to the body of knowledge on capacity-building, including best practices. Under the third priority area – promoting awareness-raising, knowledge- and information-sharing and stakeholder engagement with bodies and relevant actors under and outside the Convention, as appropriate and in accordance with their respective mandates – the PCCB will collect inputs from relevant sources, including the Durban Forum, on good practices, experience and lessons learned related to capacity-building, and disseminate this information, including via the capacity-building portal, with the aim of addressing gaps and needs related to implementing capacity-building activities. The members of the informal coordination group will be important partners in enhancing related work, for example through their participation at Capacity-building Hubs.

III. Purpose and scope of the informal coordination group

16. The purpose of establishing an informal coordination group comprising representatives of constituted bodies, operating entities and relevant processes under the Convention and the Paris Agreement is to provide its members with a conducive space for planning and coordination and better opportunities for collaborating and sharing information on a range of climate change related capacity-building activities and initiatives.

⁸ Decision 9/CP.25, para. 9(b–c),

17. Membership of the informal coordination group is intended to primarily comprise representatives of constituted bodies, operating entities and relevant processes under the Convention and the Paris Agreement.⁹

18. Representatives of constituted bodies, operating entities and relevant processes under the Convention and the Paris Agreement raised the following overarching areas as being relevant to the informal coordination group:

(a) Enhancing coordination at various stages, such as the development of workplans and the implementation and follow-up of capacity-building activities;

(b) Providing outreach for capacity-building activities, and disseminating information on these activities, including through the capacity-building portal;

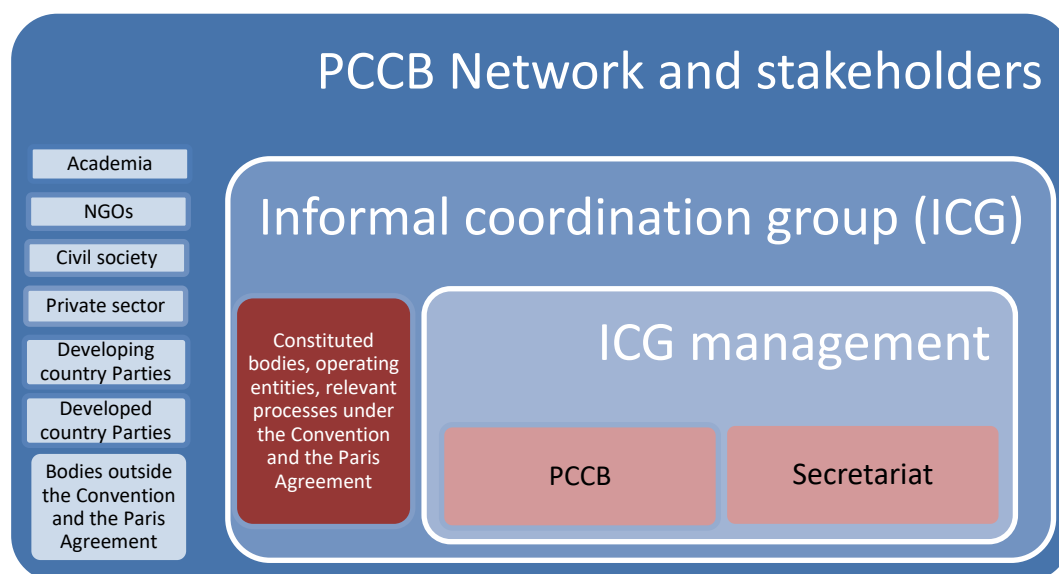
(c) Identifying relevant capacity-building efforts of constituted bodies and operating entities and those that are part of relevant processes under the Convention and the Paris Agreement.

19. With its focus on constituted bodies, operating entities and relevant processes under the Convention and the Paris Agreement, the informal coordination group targets a specific segment of PCCB stakeholders. The PCCB Network was launched to increase engagement and communication with and outreach to other PCCB stakeholders, including bodies outside the Convention and the Paris Agreement.¹⁰ The larger segment of PCCB stakeholders, which covers developed and developing country Parties, NGOs, the private sector, civil society and academia and includes those convened under the PCCB Network, would have an interest in the work of the group but limited interaction with it (see the figure below). Interaction between the two stakeholder segments will occur at the annual meeting of the PCCB during the coherence and coordination dialogue. The PCCB annual meeting provides an opportunity for working group 1 to report on the work of the informal coordination group, provide updates on any upcoming activities of the group, and share information with and receive inputs from observers.

⁹ On the basis of its previous engagement with constituted bodies under the Convention and the Paris Agreement, operating entities of the Financial Mechanism and representatives of relevant processes under the Convention and the Paris Agreement on the topic of coherence and coordination of capacity-building, the preliminary list of stakeholders with which the PCCB intends to engage under the informal coordination group is as follows: Adaptation Committee, AFB secretariat, Consultative Group of Experts, CTCN, Facilitative Working Group of the LCIPP, GCF secretariat, Global Environment Facility secretariat, Katowice Committee of Experts on the Impacts of the Implementation of Response Measures, Least Developed Countries Expert Group, Standing Committee on Finance, Technology Executive Committee, WIM Executive Committee and representatives of the ACE process.

¹⁰ <https://unfccc.int/pccb-network>.

Informal coordination group and other PCCB stakeholders



IV. Overview of the informal coordination group

20. The work of the informal coordination group will be guided by similar principles as those for PCCB stakeholder engagement, as contained in the strategic plan for stakeholder engagement, communications and resource mobilization.¹¹ These principles, set out in table II.1, are designed to create an open, transparent and consistent platform that builds respect and trust.

Table II.1

Principles of engagement of the informal cooperation group for capacity-building under the Convention and the Paris Agreement

| <i>Principles</i> | <i>Description</i> |
|------------------------------------|--|
| Issue-based, purposeful engagement | Engagement begins with a clear understanding of the purpose of the work of the informal coordination group by setting expectations. |
| Inclusiveness | Engagement with the group is open to nominated PCCB and capacity-building focal points of constituted bodies, operating entities and relevant processes under the Convention and the Paris Agreement and the secretariat staff supporting them. Those bodies, entities or processes that do not have a PCCB or capacity-building focal point are invited to nominate a member for participation in the group. All information required to allow members to participate in a meaningful way is provided. In addition to the focal points and other nominated members, any interested members of constituted bodies and operating entities or those responsible for relevant processes under the Convention and the Paris Agreement are welcome to observe discussions |
| Timeliness | The group enables open and timely communication among members |

¹¹ Available at <https://unfccc.int/sites/default/files/resource/20190715-Strategic%20plan%20FINAL%20Version.pdf>.

| <i>Principles</i> | <i>Description</i> |
|-------------------|---|
| Transparency | There are clear pathways for communication. Information is accessible to members and disseminated in ways that make it easy to access |

21. The informal coordination group will be managed by PCCB working group 1 with support from the secretariat and will meet twice annually – once on the margins of the annual PCCB meeting or the Durban Forum and once on the margins of the Capacity-building Hub. PCCB working group 1 will organize the agenda, time and venue for the meetings, as needed, as well as chair the meetings and provide a note-taker.¹²

22. The success of the informal coordination group will depend on the ability of its members to interact directly with one another. Email communication among group members will be used to coordinate the group's work and to enable:

- (a) Exchange of information and contact details;
- (b) Sharing of work and collaboration;
- (c) Participation in teams that are based on common areas of interest;
- (d) Organization of virtual meetings, if needed.

23. Table II.2 summarizes key information on the activities, structure, communication, reporting modalities and working modalities of the informal coordination group.

Table II.2

Overview of the informal cooperation group for capacity-building under the Convention and the Paris Agreement

| | |
|------------|---|
| Activities | <ul style="list-style-type: none"> • Conduct two coordination sessions per year (see working modalities below for details) • Prepare, in coordination with the secretariat, an overview of capacity-building related elements and activities across agreed workplans of the constituted bodies, including a forward-looking calendar of relevant events • Identify common areas of interest and potential opportunities for synergy • Participate in meetings/events of constituted bodies on issues related to capacity-building, as invited and as appropriate • Report on progress of the group to working group 1 and seek input during the coherence and coordination dialogue at the annual PCCB meeting • Provide input, as requested and as appropriate, for studies, documents, publications, websites, social media, videos and any other identified tools for dissemination of information on capacity-building • Participate in panels and boards and take on other roles within specific projects or initiatives related to capacity-building, as invited and as appropriate • Any other initiative approved by PCCB members |
| Structure | <p>PCCB working group I will manage the informal coordination group, with the support of the secretariat</p> <p>The group will be open to PCCB and capacity-building focal points, or for constituted bodies, operating entities and relevant processes under</p> |

¹² Information on all PCCB working groups is available at <https://unfccc.int/pccb/pccb-working-groups>.

| | |
|------------------------|---|
| | the Convention and the Paris Agreement without a focal point, other nominated representatives |
| | PCCB working group 1, with the support of the secretariat, will be responsible for planning and implementing group meetings, liaising with group members, approving group activities, monitoring the work of the group and reporting on the progress of the group to the PCCB |
| Internal communication | Outside meetings, communication will occur primarily via email, and, only if or when needed, through bilateral or small group calls/virtual meetings. If group members express the need for additional communication channels, further modalities could be explored with the support of the secretariat |
| External communication | The group will have a dedicated page or space on the UNFCCC capacity-building portal, where the event calendar and further information on the group and its activities or products can be publicized. The portal is currently being redeveloped and the page or space will be made available in 2021 when the new portal is operational |
| Reporting modalities | Annual reporting on group meetings and other work will be undertaken by PCCB working group 1 with the support of the secretariat. No reporting will be required by group members |
| Working modalities | <p>Interaction (communication and work products, including collaborative activities) outside the in-person meetings will be primarily digital</p> <p>The group will meet two times per year:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Once at an in-person round-table discussion (three to five hours in length) on the margins of the PCCB meeting or the Durban Forum to report on work completed over the previous year, facilitate joint planning, reflect on the progress of the group, discuss any upcoming activities (that will be reported in the annual technical progress report of the PCCB), and share information with and receive inputs from observers • Once at an in-person round-table discussion (three to five hours in length) at the Capacity-building Hub to discuss common areas of interested identified during the previous round-table discussion and to identify synergies and concrete collaboration opportunities. Any concrete collaboration opportunities would be presented to PCCB members and further discussed, if necessary, before their implementation |

V. Proposed time frame and next steps for establishing the informal coordination group

24. Work on establishing the informal coordination group will commence upon finalization and approval by the PCCB of this concept note and the commencement of implementation of the workplan of the PCCB for 2021–2024.

25. It is anticipated that the informal coordination group would launch its work in 2021 and run until the end of 2024 (when the second workplan of the PCCB concludes and the second review of the PCCB will be conducted). The work of the group would be evaluated by the PCCB in 2023 and the results reported to the COP and the CMA. On the basis of these results, and as part of the second review of the PCCB, Parties would decide whether or not to continue the group. If extended, the group would be expected to incorporate any recommendations for improvements from the evaluation in 2024 and from the COP and/or the CMA in its future work.